

EUROBAROMÈTRE 71

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRINTEMPS 2009

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Cette enquête a été commandée et coordonnée par la Direction Générale de la Communication. Le rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Ce document ne représente pas l'opinion de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que ses auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
1. Les Français et le contexte économique et social	5
1.1 Les indices de satisfaction	
1.2 Les principaux problèmes	
1.3 Les attentes pour l'avenir	
2. Les Français et l'Union européenne	13
2.1 L'image de l'Union européenne	
2.2 L'appartenance à l'Union européenne et ses bénéfices	
3. Les institutions régionales, nationales et européennes	18
3.1 La confiance dans les institutions	
3.2 Les institutions communautaires	
3.3 La présidence de l'Union européenne	
3.4 Le rôle de l'Union européenne à l'avenir	
4. L'Union européenne, le monde, la mondialisation	24
4.1 Les Français et la mondialisation	
4.2 L'influence de l'économie mondiale	
4.3 Quel rôle pour l'Union européenne dans la mondialisation et face à la crise économique ?	
5. Les valeurs – les Droits de l'Homme	30
5.1 Les valeurs	
5.2 Une attention particulière aux inégalités et à l'environnement	
5.3 Les Droits de l'Homme	
6. Identité européenne et nationale et immigration	35
6.1 Identité européenne et nationale	
6.2 L'immigration	
7. La protection sociale, l'assurance maladie	38
7.1 La protection sociale	
7.2 Le système social, aujourd'hui et demain	
8. Le futur : l'Union européenne en 2030	42
Conclusion	44
Annexe	45

Introduction

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction Générale Communication, Secteur opinion publique). L'enquête Eurobaromètre est menée dans les 27 pays membres de l'Union européenne, dans les trois pays candidats (Croatie, Turquie, Ancienne République yougoslave de Macédoine), et dans la Communauté chypriote turque située dans la zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Dans chaque pays, un questionnaire identique est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de 15 ans ou plus interrogé en face-à-face. Cette enquête « **Eurobaromètre 71** » a été réalisée en France entre le 12 et le 30 juin 2009 par l'institut **TNS Sofres** auprès d'un échantillon représentatif de 1 038 personnes âgées de 15 ans ou plus.

Le terrain a été réalisé dans un **contexte** où la **crise économique** s'est accentuée pour produire ses premiers effets concrets pour les citoyens, notamment sur le chômage, tout en réactivant de fortes craintes sur les fermetures d'entreprises et les délocalisations. Malgré des difficultés réelles, le sentiment global en France est néanmoins que son modèle social amortit le choc économique et permet au pays de s'en sortir tout de même mieux que ses voisins européens ; sentiment confirmé par la bonne tenue de la consommation des ménages qui a rebondi en juin de 1,4 % et affiche une hausse de 1,2 % sur les douze derniers mois selon l'INSEE. Par ailleurs la crise remet au goût du jour des discours assez critiques sur les banques et la spéculation financière, notamment quand des institutions financières aidées par l'État distribuent des bonus et des primes à leurs *traders* ou des parachutes dorés à leurs dirigeants en partance.

Sur le **plan politique**, l'enquête s'est déroulée au lendemain des élections européennes avec une abstention record de près de 60 % et des résultats politiques paradoxaux. Comme l'écrit *Le Monde* au lendemain de l'élection : « l'UMP est gagnante dans un camp affaibli, le PS défait dans un camp renforcé ». Avec 28 % des suffrages et la première place, l'UMP remporte en effet politiquement le scrutin, tandis que le PS recueille son plus mauvais score à une élection européenne avec un peu plus de 16 % des voix et est talonné par la liste Europe Ecologie, avec un écart de moins de 40 000 voix entre les deux formations.

Cette victoire politique de l'UMP s'est d'ailleurs concrétisée au mois de juin par une amélioration des cotes de l'exécutif, notamment dans le baromètre TNS Sofres/ Figaro-Magazine qui voit le président de la République gagner 9 points (de 32 % à 41 % de confiance) et le Premier Ministre 8 points.

On notera enfin que l'enquête standard précédente – l'Eurobaromètre 70 – avait été réalisée à l'automne 2008 au lendemain de la faillite de la banque Lehman Brothers aux Etats-Unis qui signalait le début de la crise.

Dans cette note, on trouvera la synthèse des principales informations recueillies :

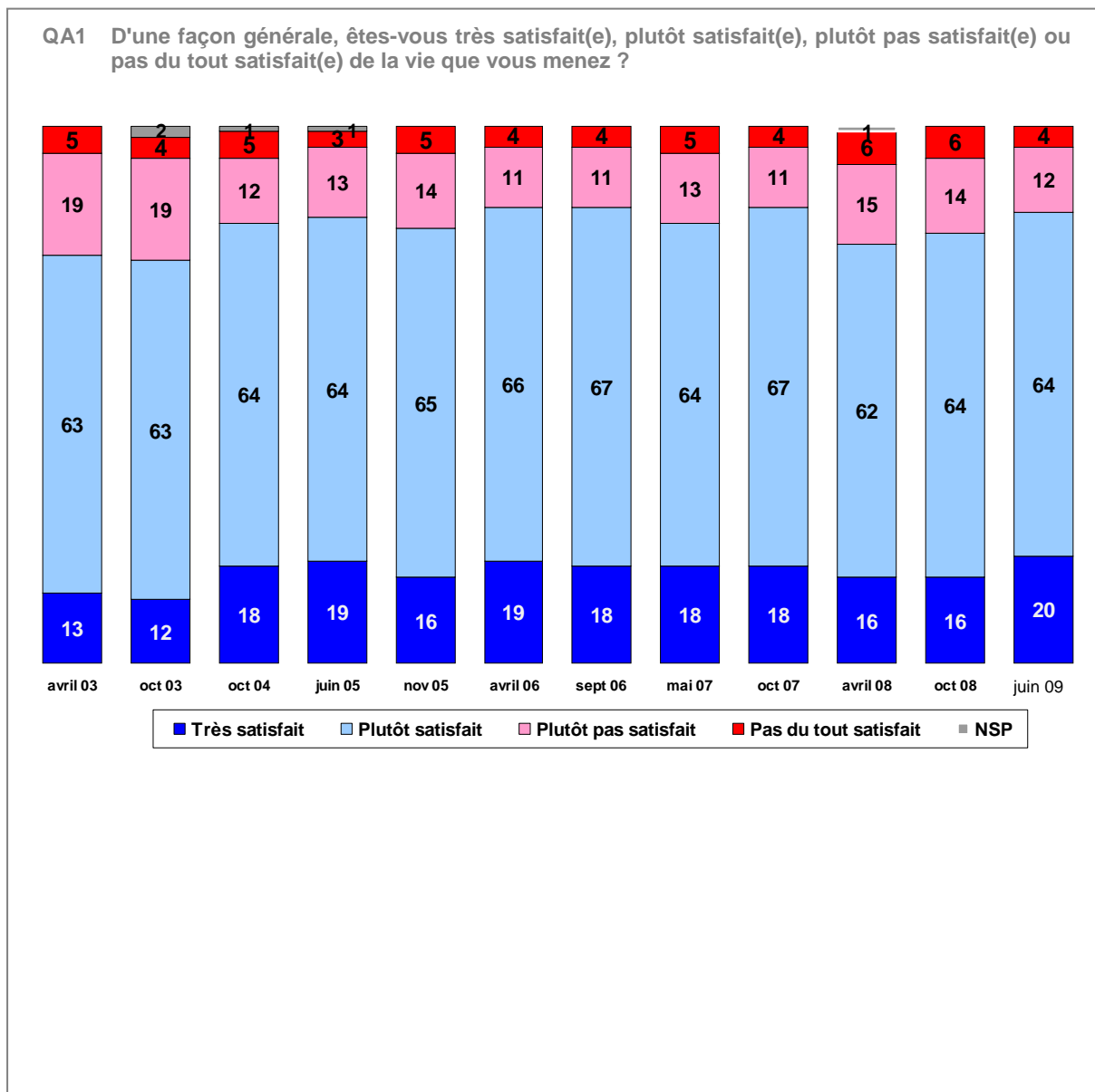
- **le climat général de l'opinion française dans ce contexte de crise,**
- **les rapports entre les Français et l'Union européenne,**
- **le regard sur les institutions régionales, nationales et européennes,**
- **le rapport des Français à la mondialisation et le rôle joué par l'Union européenne dans ce contexte de mondialisation,**
- **les valeurs des Français et leurs positions quant au respect des Droits de l'Homme,**
- **la perception de l'opinion française sur l'identité nationale, l'identité européenne et l'immigration,**
- **la relation des Français à la protection sociale et à l'assurance maladie,**
- **la vision qu'ont les Français de l'Union européenne dans le futur.**

1. Les Français et le contexte économique et social

1.1 Les indices de satisfaction

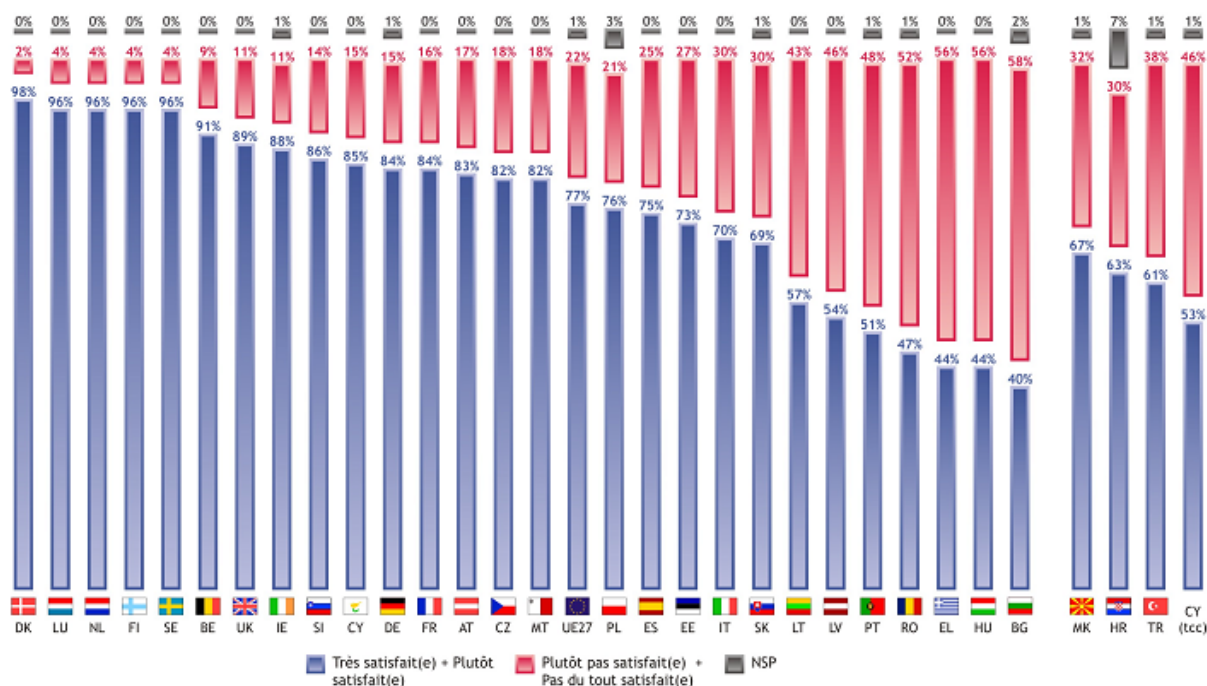
Très inquiets pour leur pays, les Français manifestent toujours une satisfaction élevée de leur situation personnelle

Bien que la crise se soit durablement installée en Europe, les Français restent optimistes quand à leur propre vie et affichent très majoritairement leur satisfaction : 84% d'entre eux se déclarent très satisfaits ou plutôt satisfaits de la vie qu'ils mènent. Cela représente une nette amélioration par rapport à l'automne 2008 (+ 4 points) et reste largement supérieur à la moyenne européenne (77 %, +1 point). Les Français plutôt pas satisfaits ou pas du tout satisfaits de leur vie représentent quant à eux 16 % de la population.



Dans les autres pays européens, on trouve les taux de satisfaction les plus élevés au Danemark (98 %), aux Pays-Bas, en Finlande, en Suède et au Luxembourg (96 %). A l'inverse, on enregistre les taux les plus faibles en Bulgarie (40 %), en Grèce (44 %) et en Hongrie (44 %). A la 12^e place, la France fait ainsi partie des pays où la population est très largement contente de la vie qu'elle mène.

Question: Q41. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ?

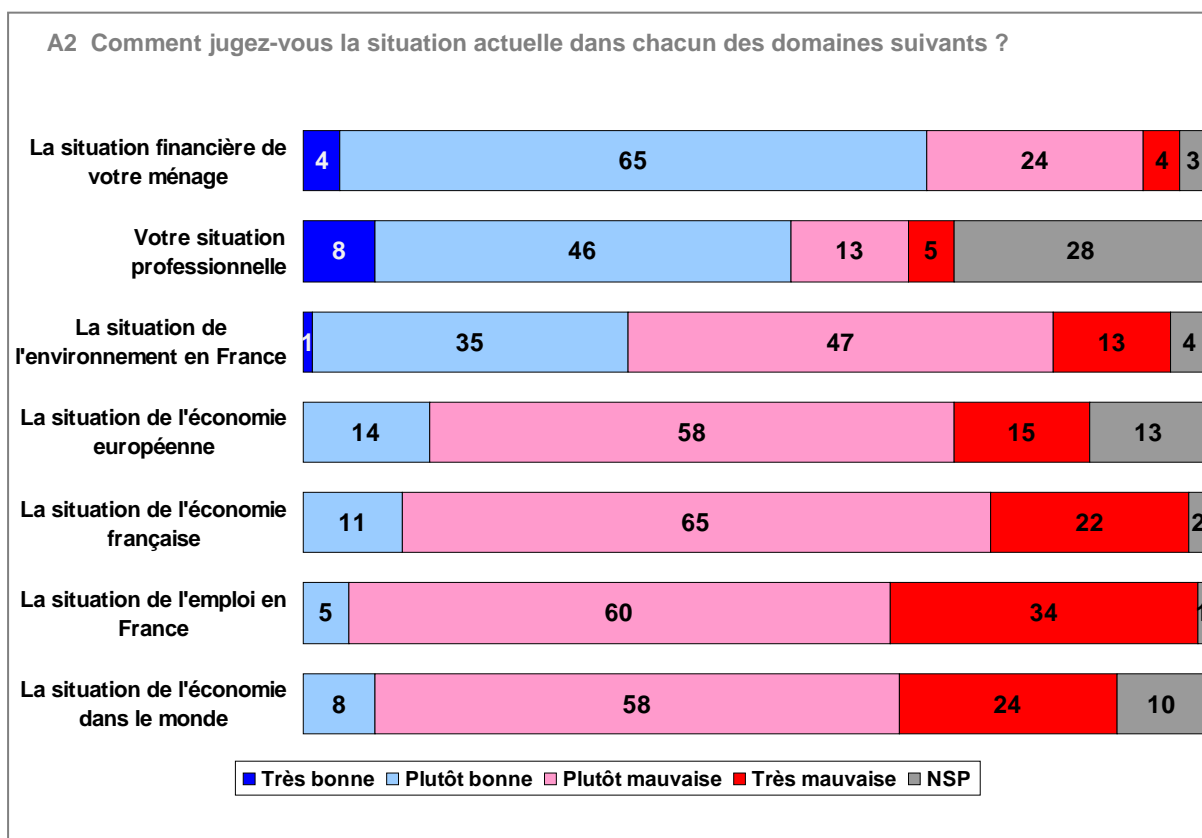


De même, quand on approfondit les ressorts de cette satisfaction, les Français se montrent majoritairement positifs :

- 54 % se disent satisfaits de leur **situation professionnelle** et 18 % seulement pas satisfaits (52 % contre 27 % pour la moyenne européenne), un point au-dessus qu'à l'automne 2008.
- 69 % jugent leur **situation financière** très bonne ou plutôt bonne (contre 28 % seulement qui la déclarent mauvaise) soit un résultat légèrement supérieur à la moyenne européenne (65 % contre 33 %). Ces résultats sont également légèrement en progression par rapport à ceux observés dans la précédente enquête comme si la crise n'avait finalement aucun impact direct sur le budget des ménages.

Inversement, dès que l'on aborde le niveau macro-économique, les Français émettent des jugements très négatifs, de manière systématiquement accentuée par rapport à la moyenne européenne :

- **La situation de l'économie française** : 87 % la jugent plutôt mauvaise ou très mauvaise contre 78 % des Européens pour leur économie nationale ;
- **La situation de l'économie européenne** : 73 % de jugements négatifs contre 68 % pour la moyenne européenne ;
- **La situation de l'économie mondiale** : 82 % de jugements négatifs contre 77 % pour la moyenne européenne ;
- **La situation de l'emploi en France** : c'est sur ce point que les Français émettent les jugements les plus pessimistes avec 94 % d'entre eux qui déclarent que la situation est mauvaise contre 85 % pour la moyenne européenne ;
- **La situation de l'environnement en France** : on notera enfin que les Français émettent également un jugement négatif sur ce point avec 60 % qui considèrent que la situation est mauvaise contre 36 % qu'elle est bonne.



Au total, les Français émettent un jugement très pessimiste aussi bien sur l'évolution de la situation de la France que celle de l'Europe :

a) L'évolution de la situation française :

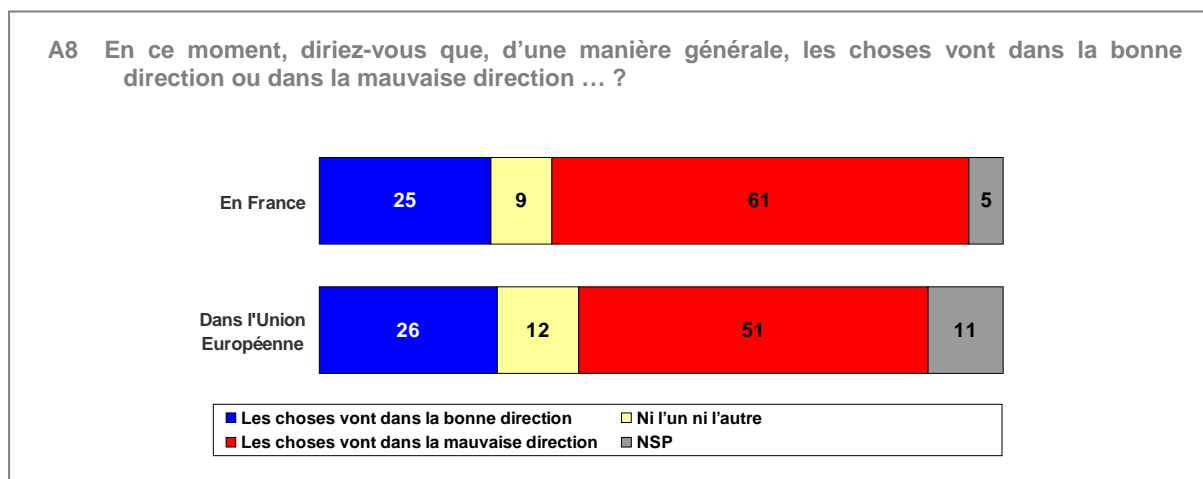
61 % des Français estiment que les choses vont dans la mauvaise direction en France contre 25 % qui considèrent au contraire que les choses vont dans la bonne direction. Ces résultats placent la France parmi les pays les plus pessimistes à l'instar de plusieurs pays de l'Est (Hongrie, Pays baltes) mais également du Royaume-Uni. Les résultats sont toutefois en légère amélioration par rapport à l'automne 2008 avec une diminution du pessimisme de 5 points. On notera que ce pessimisme est largement lié :

- au **sexe** de l'interviewé : les hommes se montrent plus optimistes que les femmes, ce que l'on retrouve de façon classique dans les enquêtes,
- mais également à l'**âge** des interviewés, de façon opposée à ce que l'on observe habituellement avec un pessimisme qui décroît avec l'âge.

(En %)	Bonne direction	Mauvaise direction	Ni l'un, ni l'autre	Sans opinion
Ensemble	25	61	9	5
Sexe				
Homme	30	53	12	5
Femme	19	69	7	5
Age				
15-24 ans	16	71	7	6
25-39 ans	24	64	9	3
40-54 ans	28	60	7	5
55 ans et plus	27	55	13	5

b) L'évolution de la situation dans l'Union européenne :

Les Français se montrent un peu moins pessimistes sur l'évolution de la situation européenne avec 51 % d'entre eux qui considèrent que les choses vont plutôt dans la mauvaise direction contre 26 % qui déclarent que les choses vont plutôt dans la bonne direction.



1.2 Les principaux problèmes

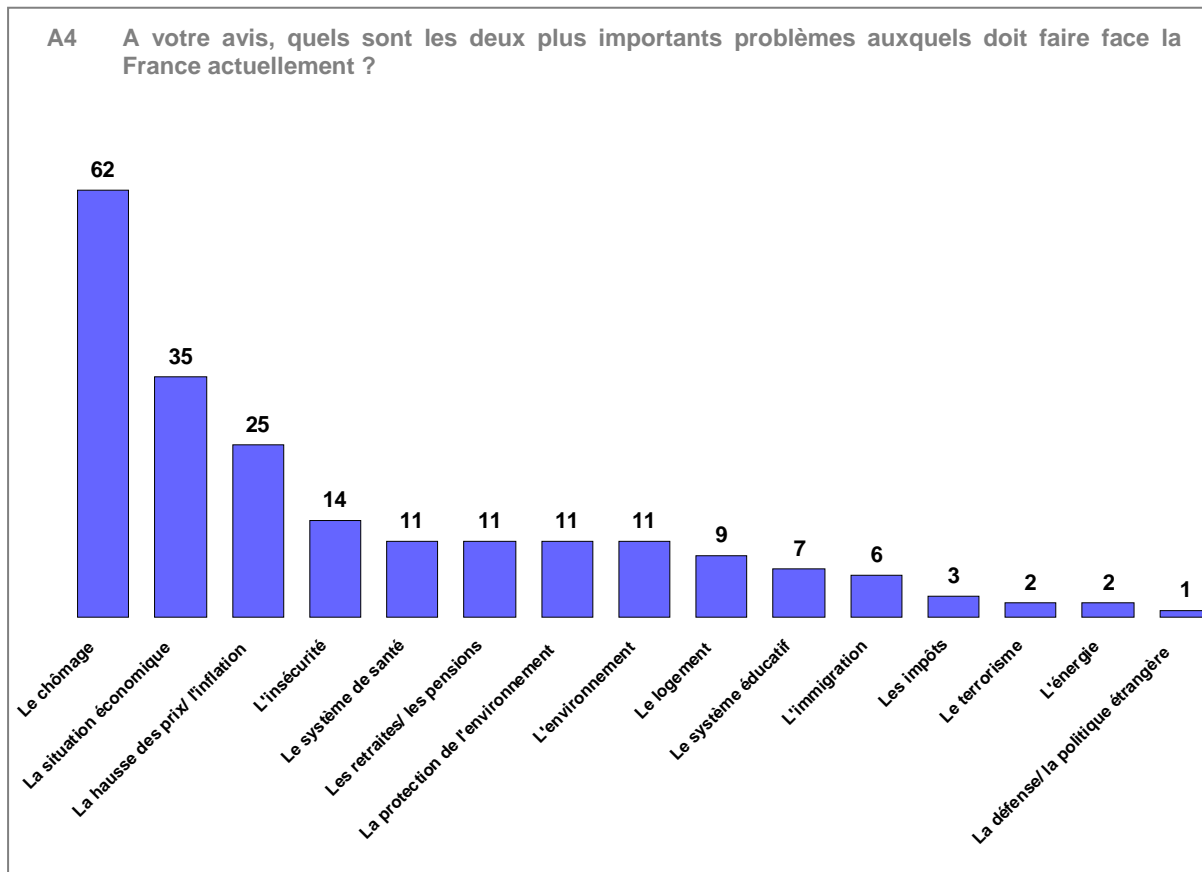
Le retour du chômage comme première préoccupation

Le chômage, préoccupation numéro un des Français sans interruption depuis le début des années 80, avait peu à peu laissé la place au cours des dernières enquêtes au problème du coût de la vie.

Dans le dernier Eurobaromètre réalisé en automne 2008, l'inflation était encore le problème principal (cité par 41 % des interviewés) suivi de très près par la situation économique (38 %). Le chômage n'arrivait qu'en troisième position avec 35 % de citations.

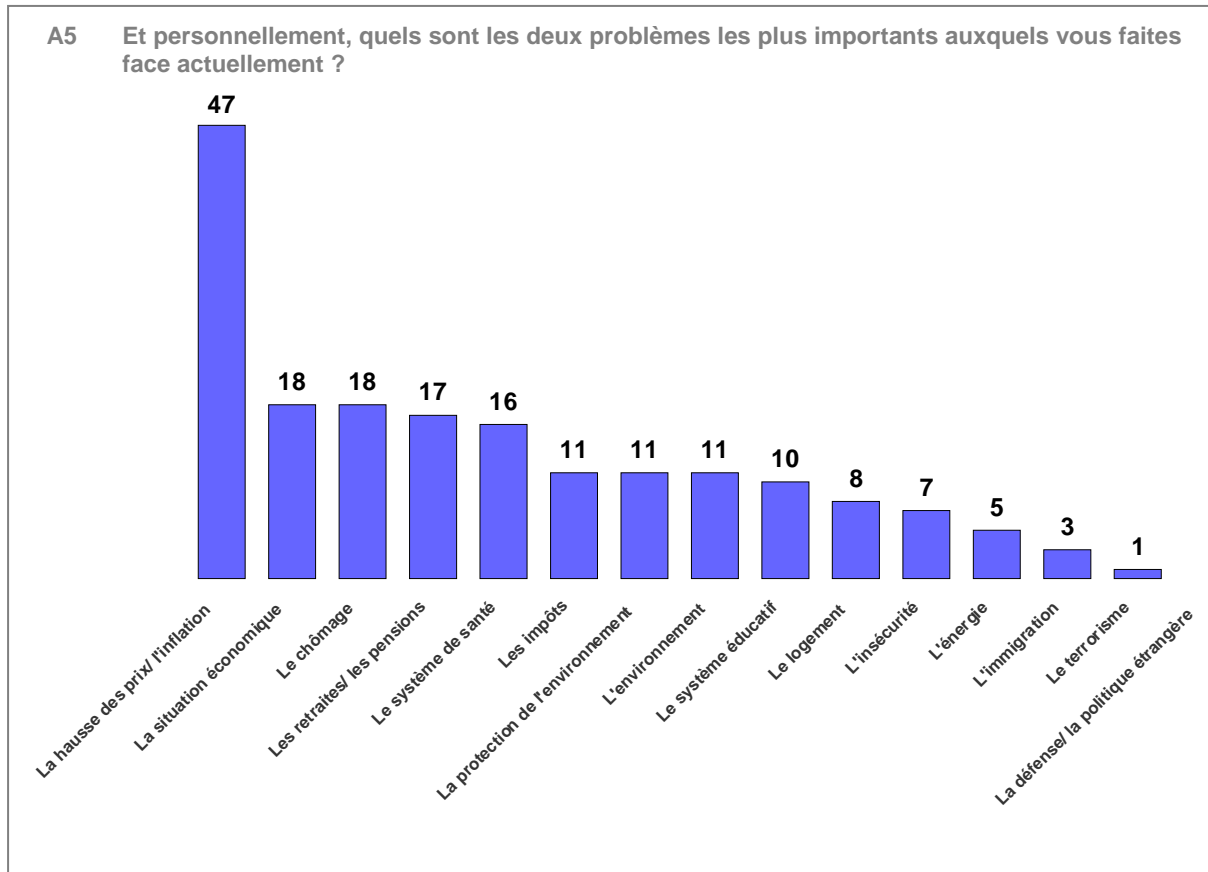
Le nouvel Eurobaromètre marque le retour du chômage comme premier sujet d'inquiétude avec près des deux tiers des interviewés (62 %) qui le citent comme l'un des principaux problèmes auxquels **la France doit faire face actuellement**, loin devant la situation économique (35 % de citations), la hausse des prix n'étant plus citée que par un quart des personnes interviewées.

La France est ainsi atypique par rapport à la moyenne européenne où chômage et situation économique sont cités de façon quasi équivalente par les interviewés : 49 % pour le chômage et 42 % pour la situation économique.



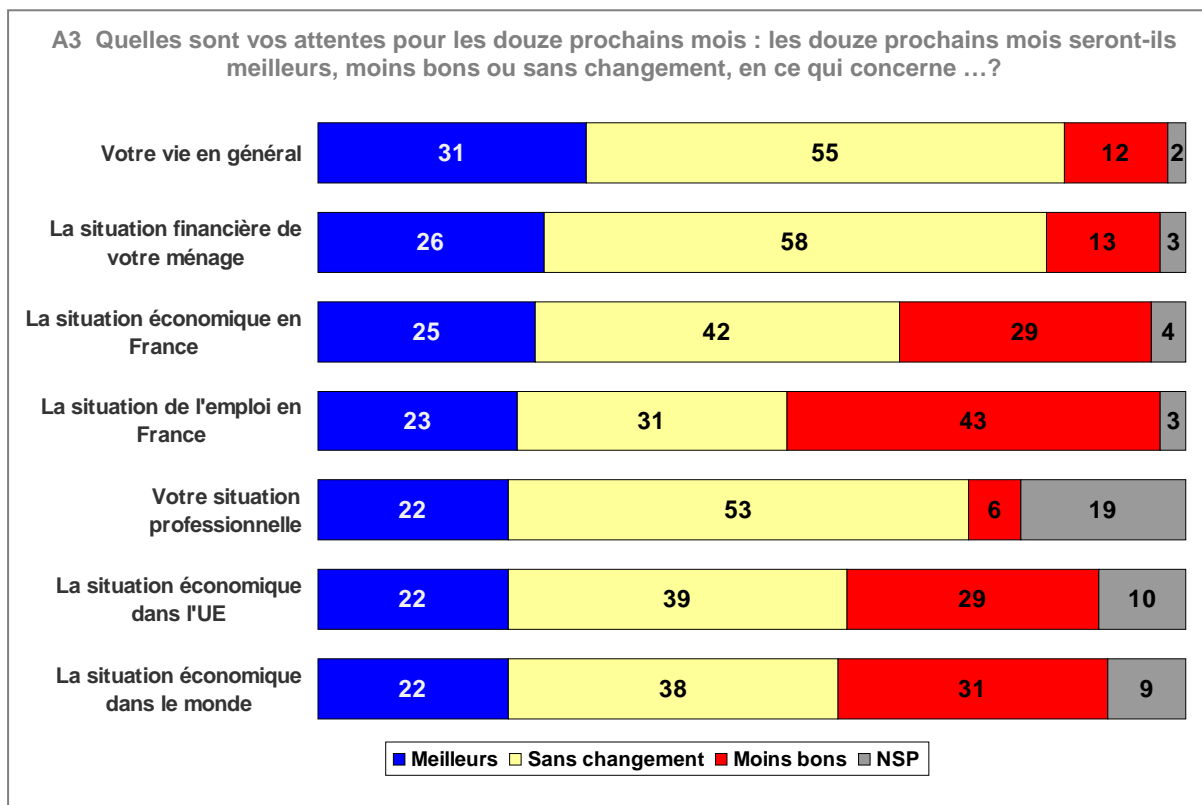
Inversement, **à titre personnel**, l'inflation reste la première préoccupation des Français même si le niveau est en léger retrait par rapport à l'EB 70 : 47 % de citations contre 58 % à l'automne 2008.

On constate que l'inflation touche particulièrement les 25-39 ans (61 %) et les catégories populaires (57 %) tandis que les cadres (44 %) et les plus de 40 ans sont moins nombreux à souligner le problème (50 % parmi les 40-54 ans et 40 % parmi les 55 ans et plus).



1.3 Les attentes pour l'avenir

Des perspectives en nette amélioration



Dans le contexte de la crise actuelle où les Français dressent un constat très négatif de la situation économique et notamment de celle de l'emploi, leurs perspectives sont empreintes d'un certain optimisme :

- **Sur leur vie en général** : seuls 12 % des interviewés considèrent que les douze prochains mois pourraient être moins bons tandis que 31 % d'entre eux pensent que cela ira mieux et 55 % qu'il n'y aura pas de changement.
- **Sur la situation économique de la France** : l'opinion s'est profondément modifiée au cours des neuf derniers mois avec aujourd'hui 25 % des interviewés qui considèrent que la situation économique va s'améliorer (contre 19 %), 42 % sans changement (contre 23 %) et surtout 29 % seulement qu'elle va se détériorer (contre 53 % à l'automne 2008).
- **Sur la situation de l'emploi** : on observe des évolutions plus limitées avec 43 % des interviewés qui considèrent toujours que la situation de l'emploi va s'aggraver (contre 58 % à l'automne 2008).
- Enfin, **sur la situation économique dans l'Union européenne et dans le monde** : les Français anticipent des évolutions légèrement moins bonnes que pour leur propre pays.

Si l'on considère les dernières vagues de l'Eurobaromètre, on constate que les indices de confiance pour la situation de l'emploi comme pour la situation économique sont à des niveaux relativement élevés assez proches de ceux observés à l'automne 2006.

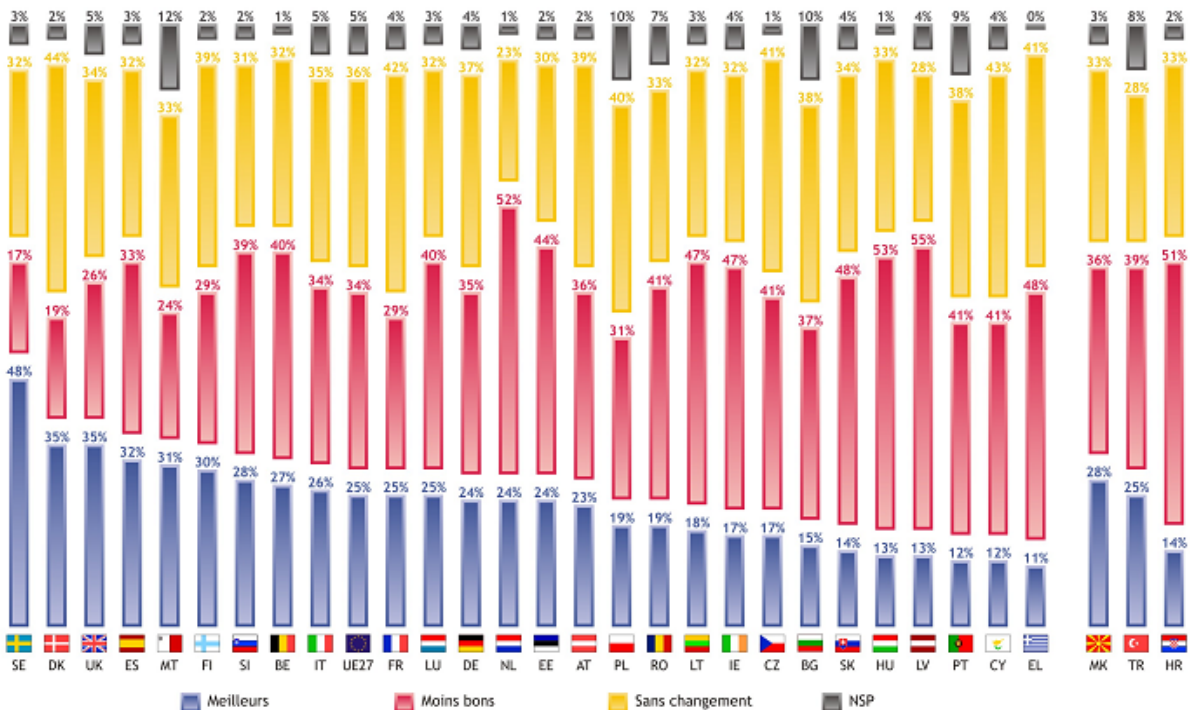
Les indices de confiance

	La situation de l'emploi en France	La situation économique de la France
Printemps 2005	-31	-25
Automne 2005	-32	-39
Printemps 2006	-30	-36
Automne 2006	-14	-19
Printemps 2007	+7	+3
Automne 2007	+9	+5
Printemps 2008	-19	-42
Automne 2008	-42	-34
Printemps 2009	-20	-4

Le relatif optimisme sur l'évolution de la **situation économique de leur pays** est partagé par de nombreux pays, notamment le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie, plaçant la moyenne européenne à un niveau très proche des résultats français : 25 % des Européens anticipent une amélioration de la situation, 34 % une détérioration et 36 % une situation sans changement.

Question: QA3a.2. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: La situation économique en France

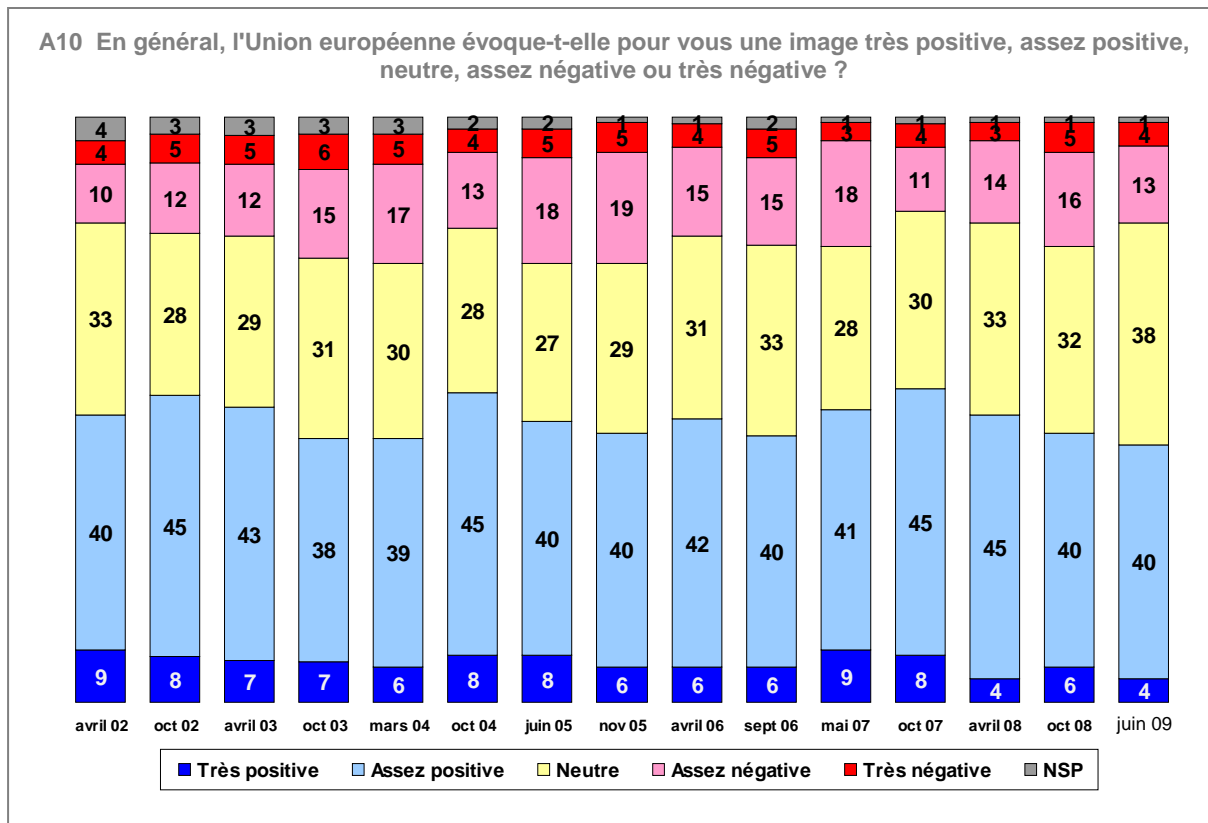


2. Les Français et l'Union européenne

2.1 L'image de l'Union européenne

Une image positive malgré la poursuite d'un léger effritement

L'image de l'Union européenne reste relativement stable pour les Français, malgré une légère baisse : 44 % des Français ont une image très positive (4 %, -2 points) ou assez positive (40 %, stable) de l'Union européenne, tandis que 17 % en ont une image très négative (4 %, -1 point) ou assez négative (13 %, -3 points). Enfin, plus d'un Français sur trois en a une image neutre, en hausse de 6 points et à un niveau plus élevé que dans les vagues précédentes.



La France se situe ainsi à un niveau très proche de la moyenne européenne avec des résultats toujours clivés selon l'âge et le niveau d'instruction.

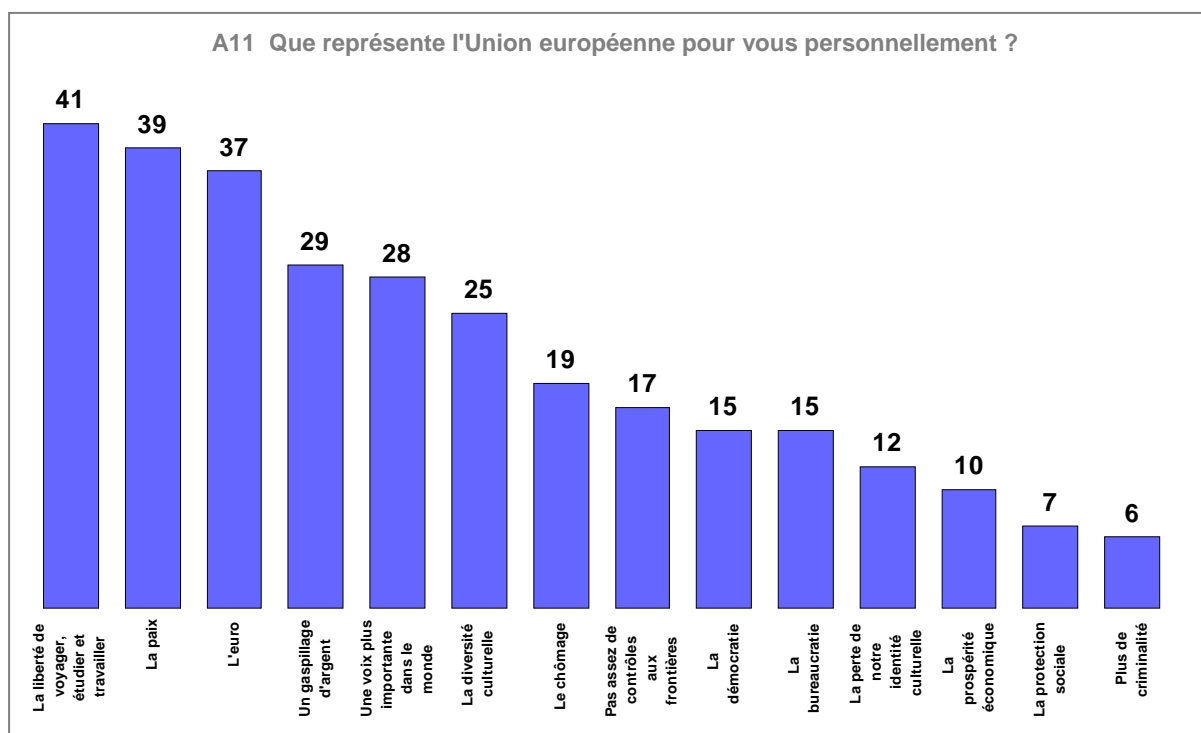
Les plus jeunes et les plus diplômés se montrent plus favorables à l'Union européenne tandis que les 25-39 ans émettent le jugement le plus distant.

L'image de l'Union européenne

(En %)	Positive	Négative	Neutre	Sans opinion
Ensemble	44	17	38	1
Age				
15-24 ans	50	6	42	2
25-39 ans	39	15	46	0
40-54 ans	45	20	34	1
55 ans et plus	43	20	35	2
Age de fin d'études				
15 ans ou avant	36	17	44	3
16 à 19 ans	36	22	40	2
20 ans et plus	51	14	35	0
Étudiant	66	3	29	2

Les représentations de l'Europe sont toujours principalement liées à trois grandes dimensions : la **liberté de voyager et d'étudier** (41 %), la **paix** (39 %) et l'**euro** (37 %). Viennent ensuite le gaspillage d'argent (29 %), une voix plus importante dans le monde (28 %) et la diversité culturelle (25 %).

L'euro qui était passé en première position dans l'enquête de l'automne 2008, sans doute sous l'effet de la crise financière, se retrouve à nouveau derrière la liberté de voyager et travailler partout dans l'Union européenne. Cet aspect très valorisant de l'Union européenne est cependant de moins en moins cité par les interviewés : 59 % au printemps 2007, 50 % au printemps 2008, 44 % à l'automne 2008 et 41 % aujourd'hui !



Au niveau européen, la hiérarchie est assez proche avec la liberté de voyager, étudier et travailler (42 %) et l'euro (33 %) en tête du classement ; la paix étant moins souvent citée qu'en France (25 %).

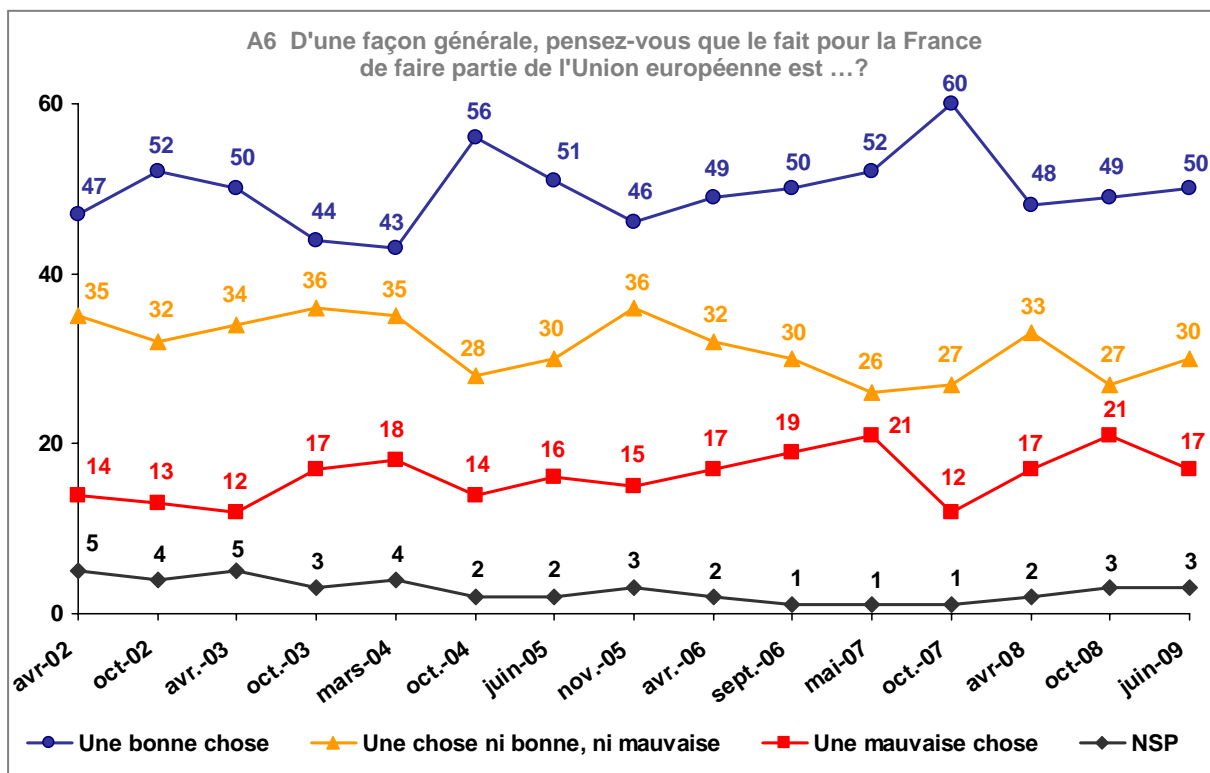
2.2 L'appartenance à l'Union européenne et ses bénéfices

Des indicateurs en amélioration

Au lendemain de l'élection présidentielle de 2007, les indicateurs d'appartenance et de bénéfices liés à l'Union européenne avaient fortement progressé pour rechuter six mois après à un niveau inférieur à celui de départ. Depuis, les indicateurs s'améliorent peu à peu retrouvant ainsi un niveau proche de l'automne 2006.

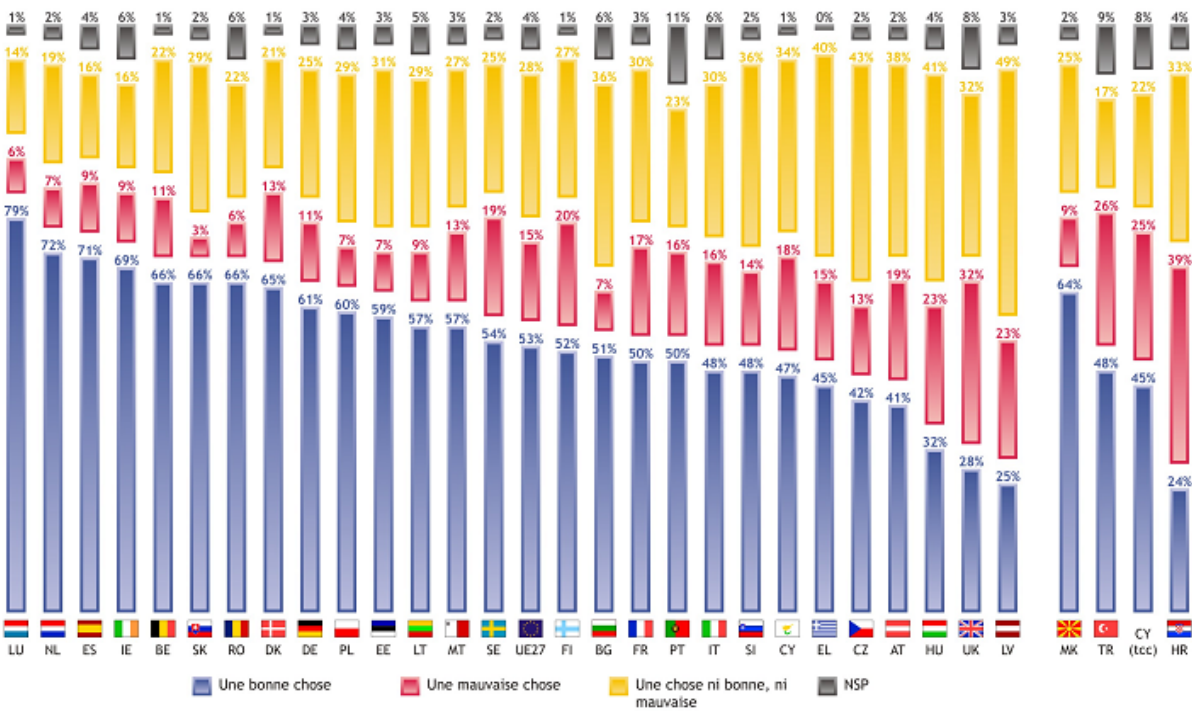
a) L'appartenance de la France à l'Union européenne :

La moitié des Français considèrent que l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose (+1 par rapport à l'automne 2008), 17 % seulement d'entre eux estiment que c'est une mauvaise chose avec un recul de 4 points et 30 % enfin que c'est une chose ni bonne, ni mauvaise.



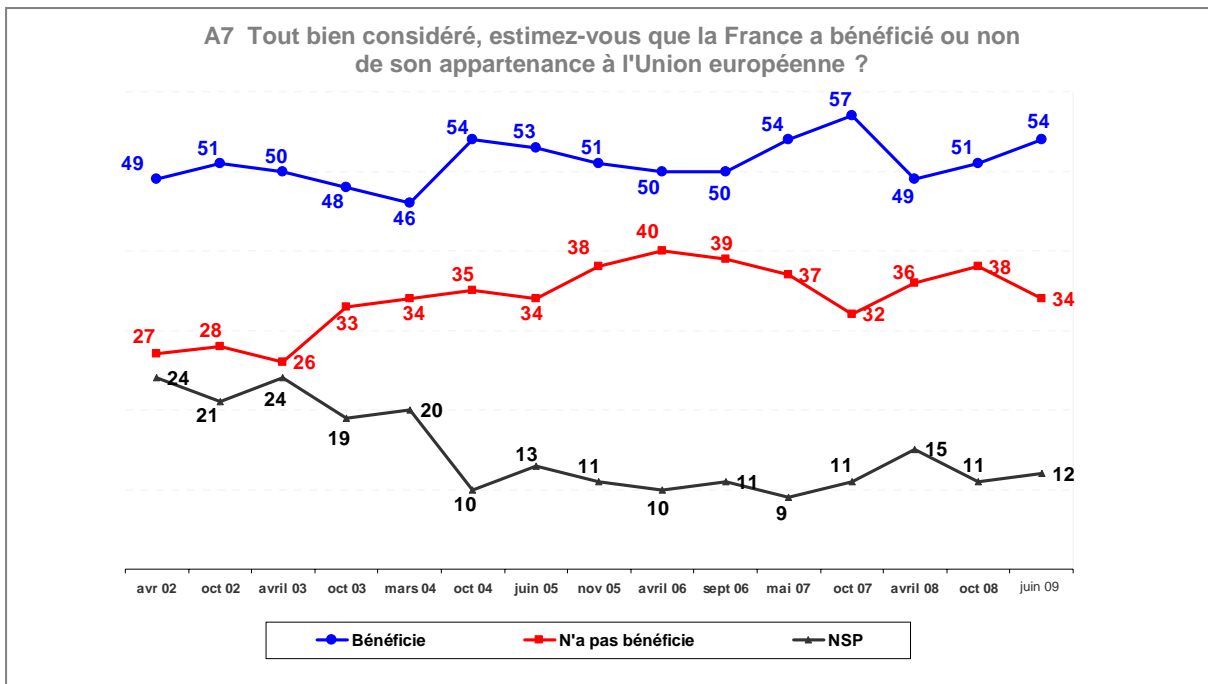
Avec ces résultats, la France se situe légèrement au-dessous de la moyenne européenne : 53 % des Européens considèrent que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne est une bonne chose, tout en ayant à l'esprit l'extrême diversité des réponses selon les pays avec d'un côté les Luxembourgeois, les Belges et les Espagnols très europhiles, et de l'autre le Royaume-Uni et certains nouveaux Etats membres, plus réservés.

Question: QA6. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour la France de faire partie de l'Union européenne est ... ?



b) Les bénéfices pour la France de son appartenance à l'Union européenne :

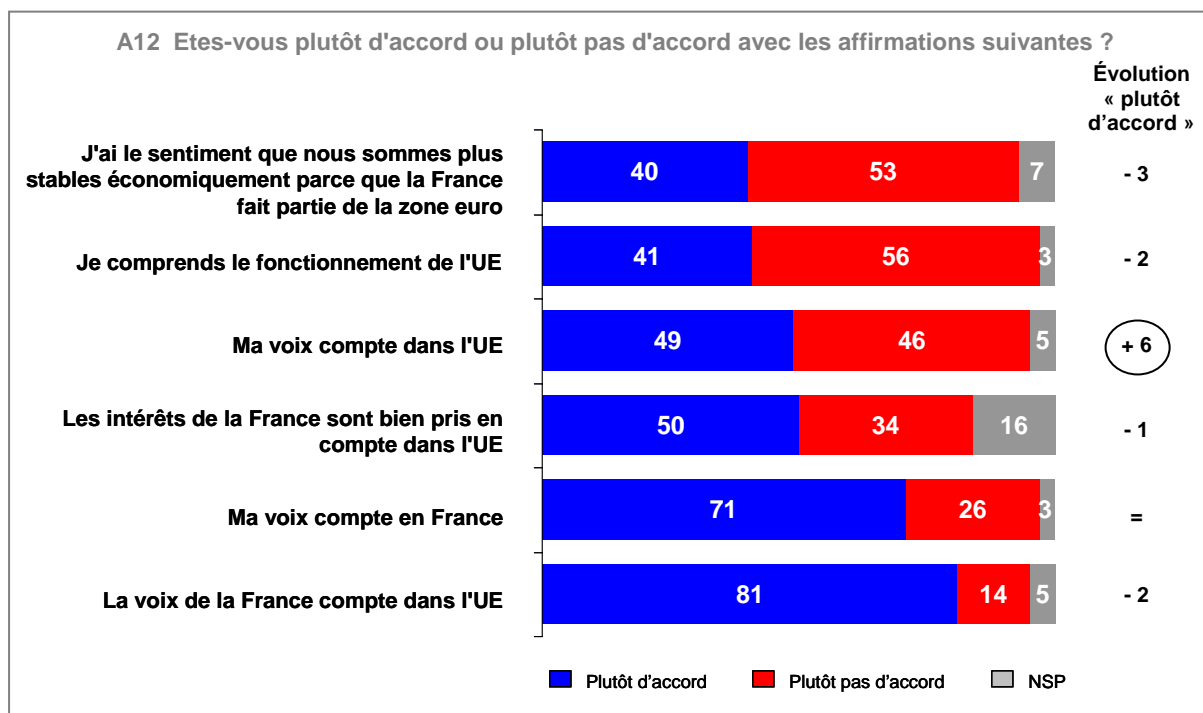
En ce qui concerne les bénéfices de l'appartenance de la France à l'Union européenne, le mouvement est identique avec 54 % des Français qui considèrent que la France a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (en hausse de 3 points), tandis que 34 % estiment le contraire (en baisse de 4 points) et des résultats proches de la moyenne européenne (56 % contre 31 %).



c) Les retombées de l'Union européenne

Au-delà du bénéfice global pour la France de son appartenance à l'Union européenne, les Français se montrent partagés sur les retombées :

- Ils se montrent tout à fait convaincus (81 %) que la **voix de la France compte** dans l'Union européenne. En Europe, ce sont d'ailleurs les Français ainsi que les Suédois qui sont les plus nombreux à estimer que la voix de leur pays compte ;
- Ils sont plus partagés sur le fait que les **intérêts de la France** sont bien pris en compte en Europe (50 % contre 34 %) ;
- Enfin, ils sont partagés sur l'idée que **leur propre voix compte** dans l'Union européenne (49 % contre 46 %), mais les résultats se sont sensiblement améliorés sur ce point depuis la dernière vague avec une progression de 6 points du sentiment d'être écouté.

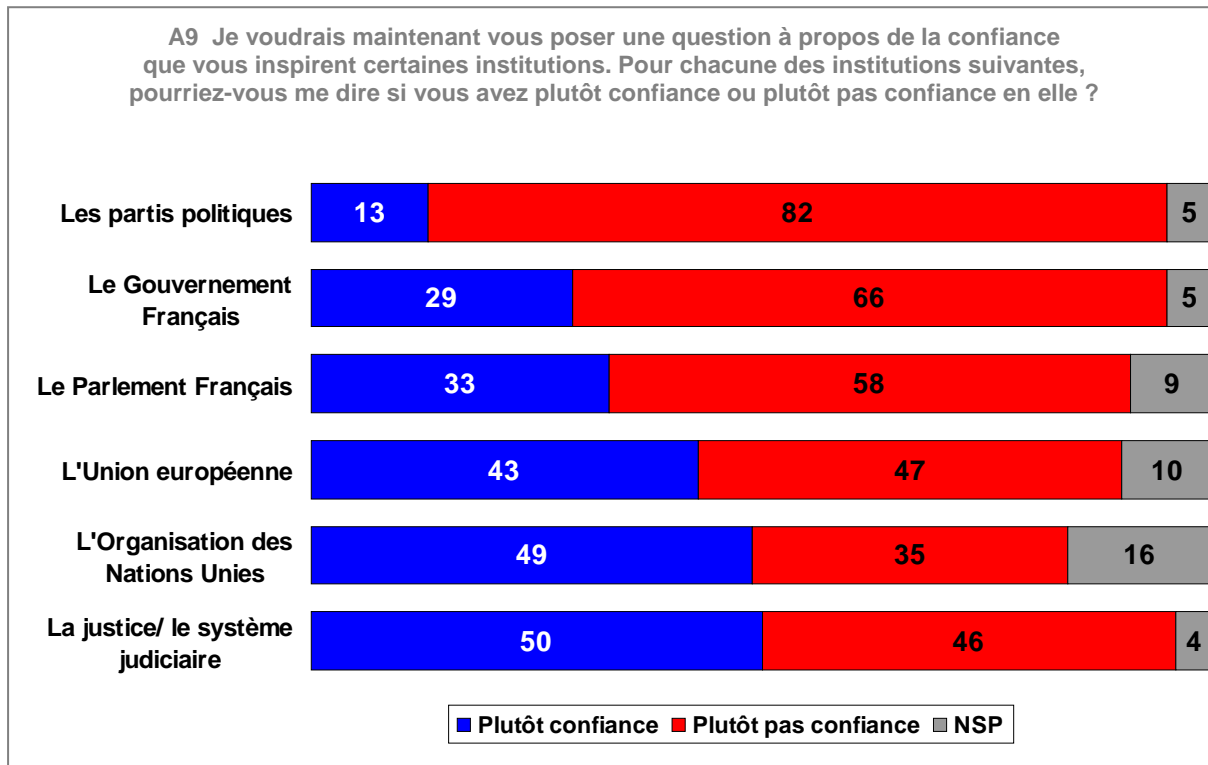


3. Les institutions régionales, nationales et européennes

3.1 La confiance dans les institutions

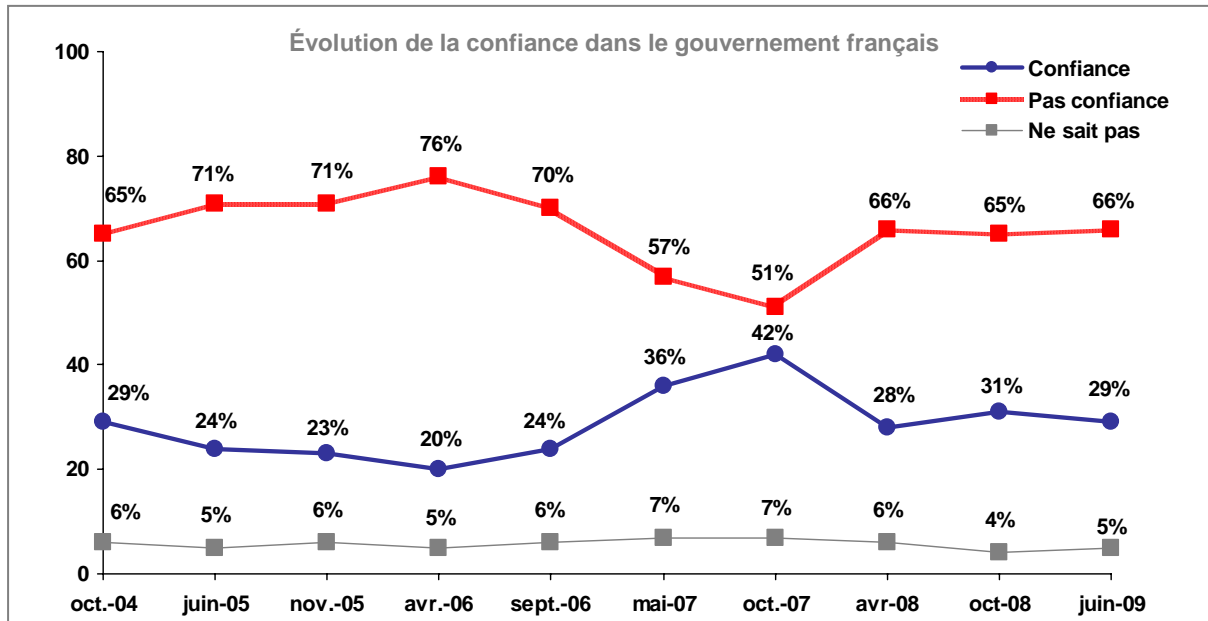
Une confiance dans l'Union européenne en baisse

De manière générale, les Français qui ont un jugement très critique sur les institutions politiques françaises, émettent une opinion un peu plus favorable sur l'Union européenne et les organisations internationales. Cette tendance est confirmée aujourd'hui : 29 % seulement des interviewés font confiance au gouvernement français, 33 % au parlement français tandis que 43 % font confiance à l'Union européenne et 49 % à l'organisation des Nations-Unies.

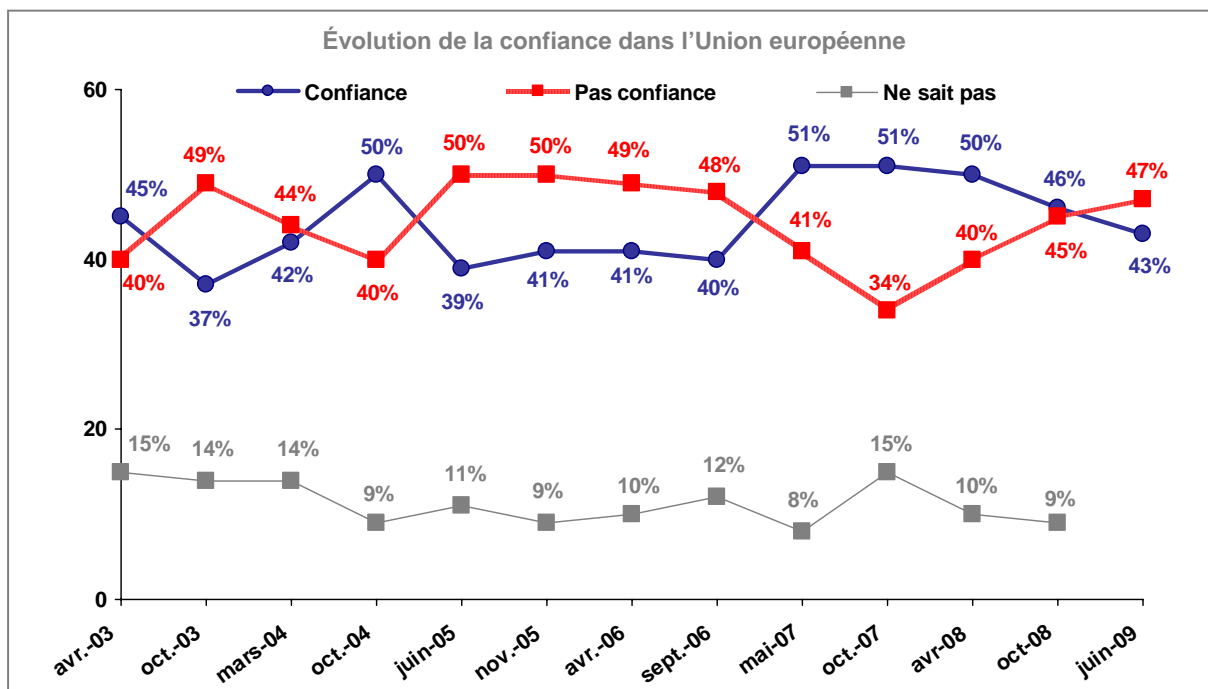


On notera enfin l'image très dégradée des partis politiques avec 82 % des interviewés qui ne leur font pas confiance en France, situation partagée par tous les pays de l'Union européenne à l'exception du Luxembourg.

La cote de confiance du **gouvernement français** est très proche du niveau observé à l'automne 2008.



Dans le même temps, la **cote de confiance de l'Union européenne s'est dégradée avec des jugements négatifs aujourd'hui majoritaires** : 47 % des interviewés ne lui font pas confiance (+ 2 points par rapport à octobre 2008), 43 % lui font confiance (- 3 points).

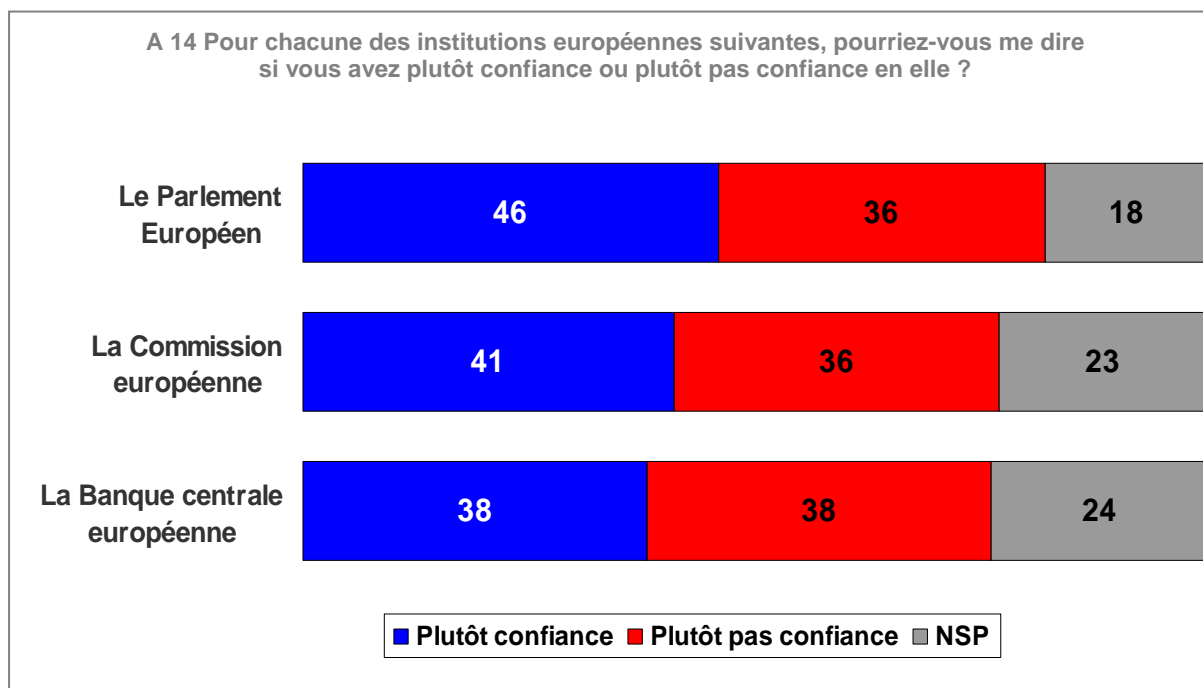
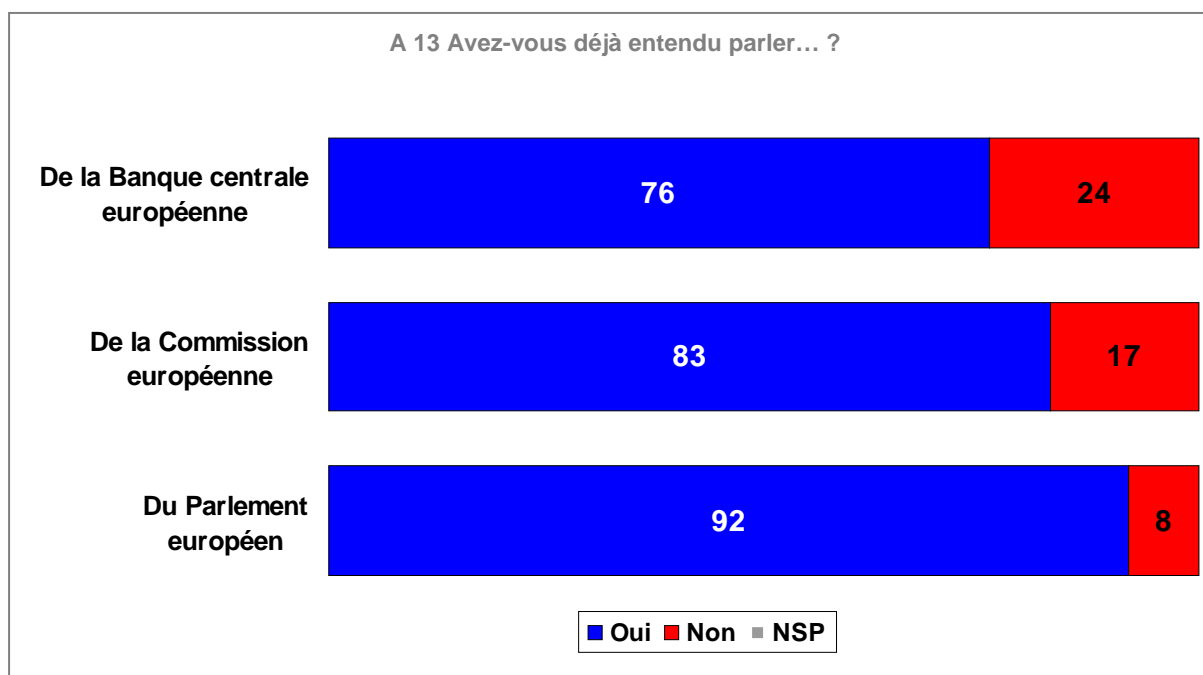


L'analyse des résultats montre un **clivage par catégorie sociale** : les indépendants, les cadres et les étudiants font majoritairement confiance à l'Union européenne tandis que les employés, les ouvriers et, dans une moindre mesure, les retraités ne lui font pas confiance. L'analyse par âge montre qu'à l'exception des plus jeunes, toutes les catégories d'âge ne font pas confiance à l'Union européenne.

3.2 Les institutions communautaires

Le recul de l'image des institutions communautaires

Fortes d'une notoriété très élevée en France, les institutions communautaires bénéficient d'une confiance majoritaire : 46 % des interviewés font confiance au Parlement européen contre 36 % qui ne lui font pas confiance, 41 % font confiance à la Commission et enfin 38 % à la Banque centrale européenne.



Ces résultats montrent toutefois un **tassement de l'image des institutions communautaires** aussi bien du Parlement que de la Banque centrale européenne, et même de la Commission européenne, conséquences sans doute de la conjugaison des élections européennes et de la crise économique.

Plus précisément, le Parlement européen perd 6 points de confiance de 52 % à 46 % des interviewés qui lui font confiance, de même que la Commission, de 45 % à 41 % et la Banque centrale européenne de 44 % à 38 %.

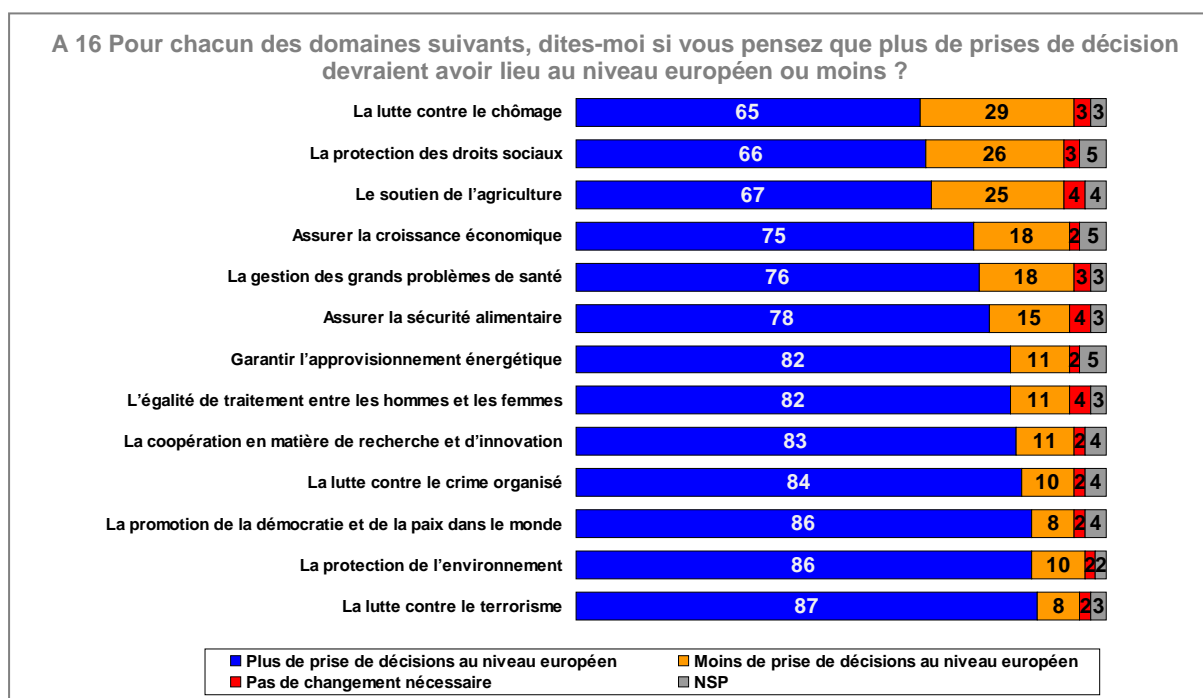
3.3 La présidence de l'Union européenne

La présidence tchèque est relativement peu connue des Français tout comme des Européens dans leur ensemble : respectivement 28 % et 34 % d'entre eux en ont entendu parler. A titre de comparaison, il y a un an au cours de la présidence française, alors même que l'actualité était particulièrement riche, 50% des citoyens de l'Union avaient entendu parler de la présidence française (63% en France même).

Notons également que la présidence suédoise qui a démarré quelques jours après la fin de cette enquête était encore moins connue avec seulement 12 % de notoriété en France et 21 % pour l'ensemble des Européens.

3.4 Le rôle de l'Union européenne à l'avenir

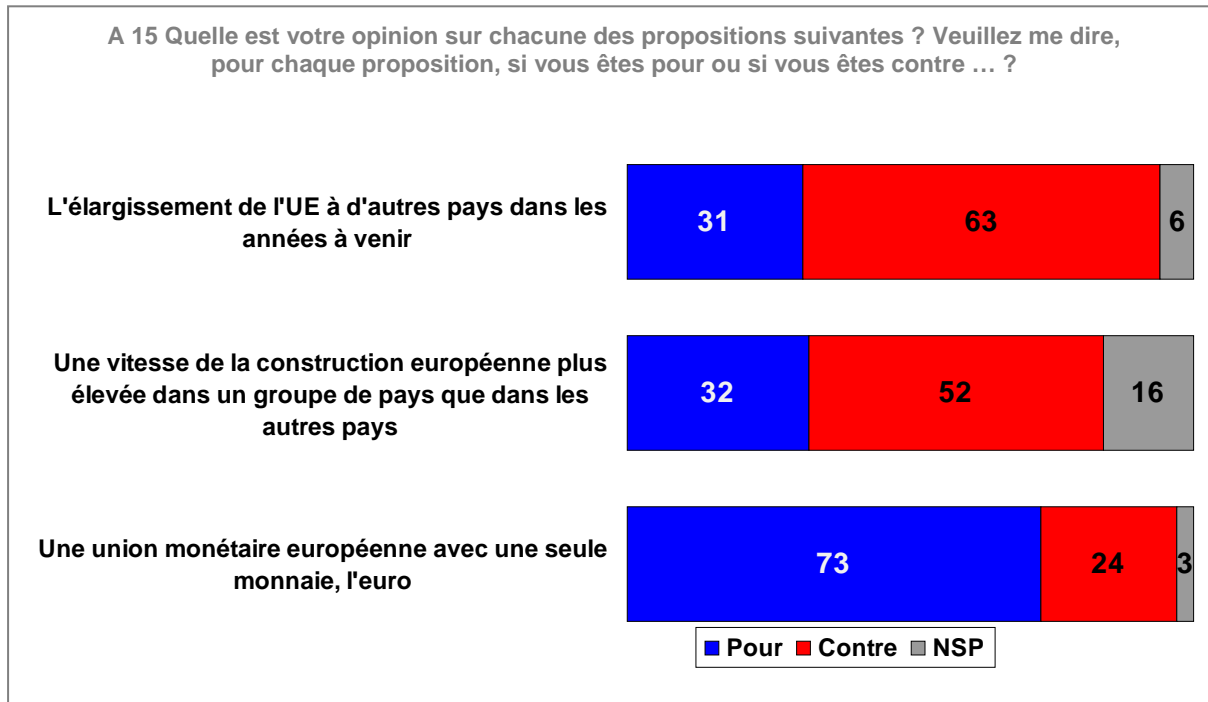
Pour la majorité des interviewés (55 %), c'est le niveau national qui joue aujourd'hui le rôle le plus important sur leurs conditions de vie tandis que seulement 13 % considèrent que c'est le niveau européen. Contrairement aux idées reçues, les Français se montrent favorables à un renforcement du poids de l'Union européenne et se montrent systématiquement pour **un accroissement des prises de décision au niveau européen**, notamment sur les dimensions régaliennes mais aussi sur les aspects économiques : lutte contre le chômage, protection des droits sociaux ou encore assurer la croissance économique.



Au total, les Français se montrent particulièrement favorables à une prise en charge accrue par les institutions communautaires des **questions sociales et de santé et des questions environnementales**. On verra sur les deux graphiques ci-dessous que les Français se montrent plus demandeurs d'une Union européenne davantage investie dans le « soutien aux régions les plus pauvres » que dans la « solidarité aux régions les plus pauvres », preuve d'une demande d'une implication réelle et non de pure forme.



Notons enfin que dans l'esprit des Français, cet accroissement des compétences de l'Union européenne devrait se faire avec une **union monétaire européenne des 27 pays**. En revanche, les Français se montrent plutôt hostiles à l'idée d'une Europe à deux vitesses ainsi qu'à l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays dans les années à venir.



4. L'Union européenne, le monde, la mondialisation

4.1 Les Français et la mondialisation

Une méfiance persistante

Alors que dans de nombreux pays de l'Union, la mondialisation est vue comme une opportunité, la France est le pays européen dont les habitants se déclarent les plus méfiants à son égard : 73 % des Français la voient avant tout comme une menace pour l'emploi et les entreprises (42 % en moyenne dans l'Union européenne) et seulement un cinquième (20 %, contre 42 % dans l'Union européenne) comme une bonne opportunité pour les entreprises grâce à l'ouverture des marchés. Un sentiment qui traverse toutes les catégories, y compris les étudiants et les cadres, mais particulièrement les catégories populaires : 80 % des ouvriers et 79 % des chômeurs partagent en effet ces craintes.

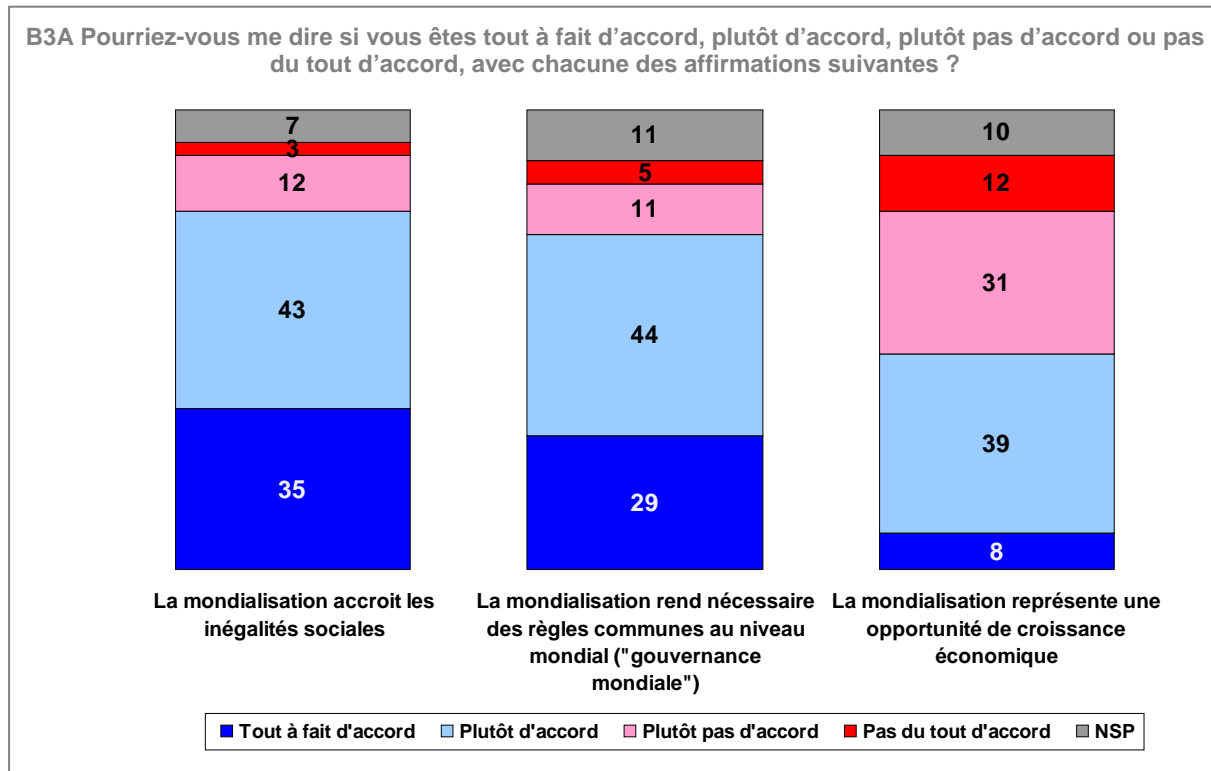
Cette perception très négative de la mondialisation est une **caractéristique française** depuis l'introduction de cette question avec une nette majorité qui considère la mondialisation comme une menace. **Avec la crise, cette vision négative s'est encore renforcée**, les tenants d'une vision positive de la mondialisation ne représentant plus que 20 % de la population contre 25 % avant l'été 2007 et le démarrage de la crise.

L'évolution de la perception de la mondialisation

	EB 66 Sept. 2006	EB 69 Avril 2008	EB 70 Octobre 2008	EB 71 Juin 2009
La mondialisation constitue une bonne opportunité pour les entreprises grâce à l'ouverture des marchés	25	25	22	20
La mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises en France	64	66	70	73
Sans opinion	11	9	8	7
	100 %	100 %	100 %	100 %

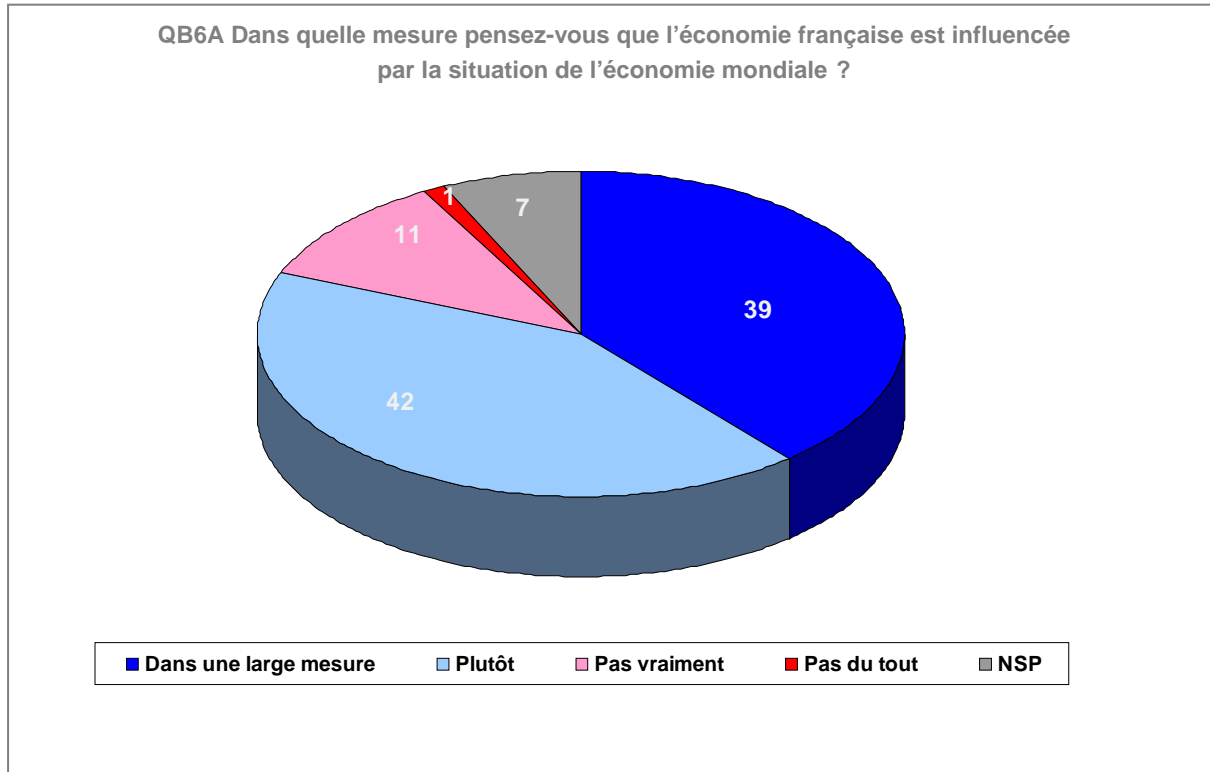
Autre signe de cette méfiance, lorsque le questionnement ne les met pas dans une situation où ils doivent résoudre un dilemme entre opportunité et menace, et qu'ils peuvent raisonner de manière plus générale et apaisée, seulement moins de la moitié des Français (47 %) disent que la mondialisation est une opportunité pour la croissance économique, là encore de manière décalée par rapport à la moyenne de l'Union européenne (59 %). Pour eux, elle est avant tout **pourvoyeuse d'inégalités sociales** (78 % contre 62 % dans l'Union européenne), sentiment en hausse (+ 4 points depuis avril 2008, sans doute un effet de la crise économique) et partagé par toutes les catégories de la population.

Conséquence de la crise économique également, les Français, comme les Européens, sont très **favorables à la mise en place de règles mondiales** qu'ils jugent rendues nécessaires par la mondialisation : 73 %, soit une évolution de +13 points par rapport à avril 2008 vont dans ce sens, en accord en niveau et en évolution avec la moyenne de l'Union européenne.



4.2 L'influence de l'économie mondiale

La France, un pays un peu moins mondialisé ?



Aux yeux des Français, le lien entre l'économie mondiale et l'économie française est certes important mais avec une certaine élasticité : 39 % des interviewés considèrent en effet que l'économie française est influencée **dans une large mesure** par l'économie mondiale, tandis que 41 % jugent que l'économie française est **plutôt** influencée par l'économie mondiale ; 12 % déclarant même qu'il n'y a pas vraiment ou pas du tout d'influence de l'économie mondiale sur l'économie française.

De même, on aurait pu penser que les Français feraient le lien de façon plus forte que les autres citoyens de l'Union sur cette question, eu égard à leur rapport de méfiance envers la mondialisation. Or il apparaît que leurs réponses sur le sujet sont à un niveau légèrement inférieur à celles des Européens dans leur ensemble (au niveau de l'Union européenne, 85 % pensent que l'économie mondiale influence leur économie nationale, soit 4 points de plus qu'en France) et les Français sont loin d'être les plus tranchés sur le sujet notamment par rapport aux Espagnols (88 %), Finlandais (92 %), Slovaques (95 %) ou encore Néerlandais (96 %).

On peut lier ce résultat au consensus assez général parmi les politiques, les économistes, les journalistes et finalement l'opinion publique, sur le fait que le « modèle » social français et les stabilisateurs automatiques qui y sont associés permettent à la France de résister un peu mieux à la crise que d'autres pays.

4.3 Quel rôle pour l'Union européenne dans la mondialisation et face à la crise économique ?

L'Europe : une puissance économique avec des pouvoirs limités contre la crise

Pour les Français, l'Europe se caractérise avant tout par sa puissance économique (46%), plutôt que par son influence politique (29%) ou culturelle (8%) ou sa puissance militaire (8 %). Ils sont parmi ceux pour qui l'Europe se caractérise le moins par sa dimension politique et s'apparente avant tout à une puissance économique, sachant par ailleurs que, pour eux comme pour les Européens, c'est avant tout la puissance économique qui détermine le pouvoir et l'influence d'un pays ou d'un groupe de pays dans le monde.

L'Union européenne est donc une **puissance bien « équipée » dans la compétition économique mondiale**, idée confirmée par le fait que 63 % des Français estiment qu'elle a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale, opinion se situant à un niveau assez similaire à celle des Européens dans leur ensemble (66 %).

B9 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec la proposition suivante :
 – L'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale –

	Ensemble Union européenne	France
Tout à fait d'accord	12	11
Plutôt d'accord	54	52
	} 66	} 63
Plutôt pas d'accord	19	24
Pas du tout d'accord	4	5
	} 23	} 29
Sans opinion	11	8
	100 %	100 %

Cependant, cette perception d'une Europe-puissance économique par les Français n'a pas pour corollaire l'image d'une Europe protectrice sur ce domaine, que ce soit à l'égard de la mondialisation ou de la crise.

a) L'interaction Union européenne et mondialisation

Pour tester l'interaction entre l'Union européenne et la mondialisation, une même question posée sous deux rédactions différentes à deux moitiés de l'échantillon donne des réponses concordantes. Une des deux formulations sur laquelle les répondants devaient exprimer leur accord était négative « L'Union européenne aide les citoyens européens **à se protéger des effets négatifs de la mondialisation** », l'autre positive « L'Union européenne permet aux citoyens européens de **mieux bénéficier des effets positifs de la mondialisation** ».

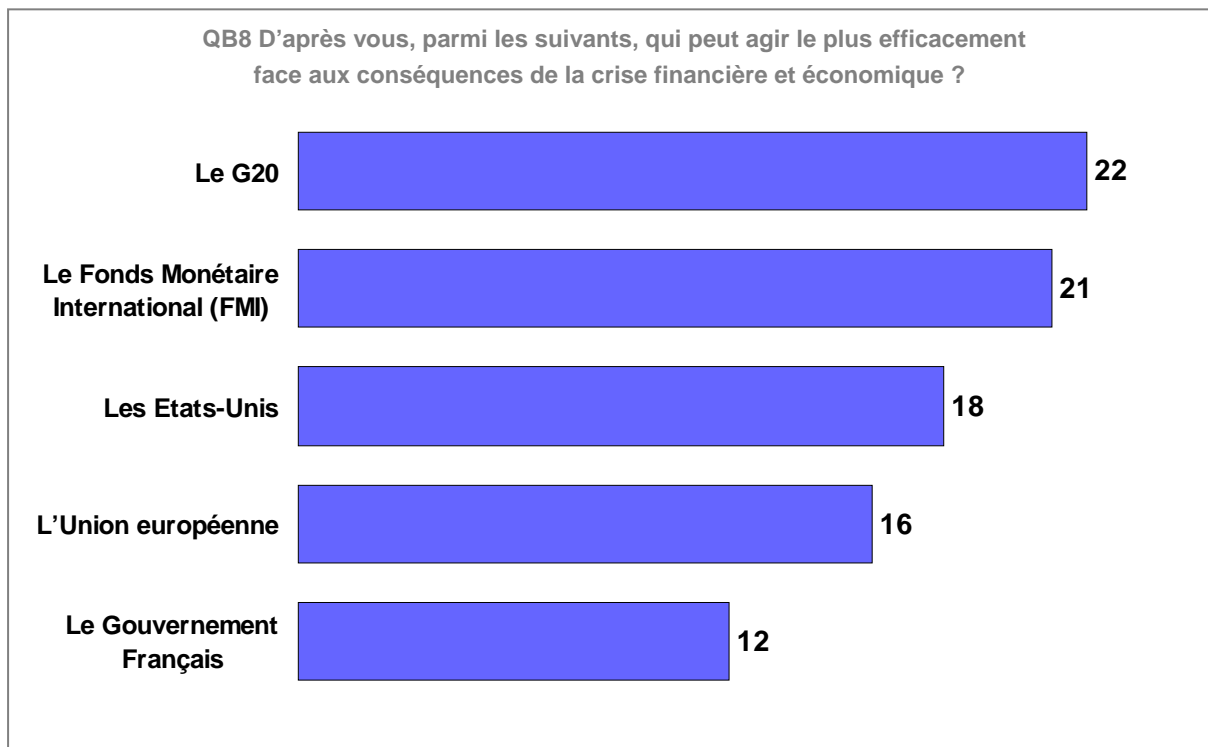
	L'Union européenne nous aide à nous protéger des effets négatifs de la mondialisation		L'Union européenne permet de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation	
	Ensemble Union européenne	France	Ensemble Union européenne	France
Tout à fait d'accord	8	4	10	4
Plutôt d'accord	39	34	44	35
Plutôt pas d'accord	26	32	23	36
Pas du tout d'accord	10	19	7	14
Sans opinion				
	100 %	100 %	100 %	100 %

Les réponses des Français, quelle que soit la formulation, témoignent de leur **scepticisme quant aux capacités de l'Union à interagir sur la mondialisation dans un sens qui leur paraîtrait favorable**. Peut-être un signe que, pour eux, l'Union européenne est étroitement associée à la mondialisation, et que, vue principalement comme une entité économique, elle se confond avec elle et les craintes que la mondialisation suscite :

- Majoritairement, les Français ne sont pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'Union européenne protégerait des effets négatifs de la mondialisation (51 % vont dans ce sens, contre 36 % des Européens) ;
- Par ailleurs, 50 % se disent en désaccord avec l'assertion que l'Union européenne permettrait aux citoyens européens de mieux bénéficier des effets positifs de la mondialisation, quand une majorité d'Européens (54 %) pensent le contraire.

b) Les acteurs contre la crise

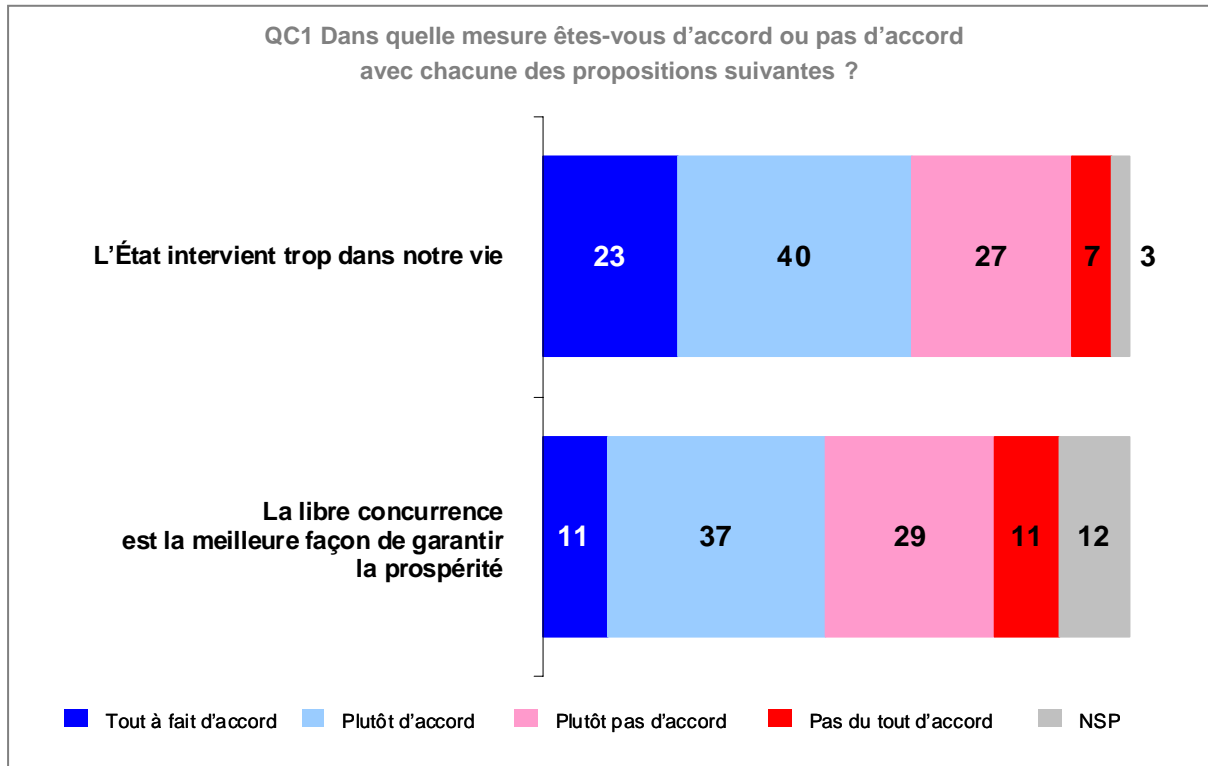
Ce manque de confiance à l'égard de l'Union européenne dans son action économique est également perceptible lorsque l'on demande aux Français quel est l'acteur qui pourrait agir le plus efficacement contre la crise : alors que l'Union européenne est citée en premier chez les Européens (21 % devant le G20, cité par 20 % des Européens), elle n'est citée qu'en quatrième position en France (16 %), derrière le G20 et le FMI. **La solution pour agir contre la crise semble donc davantage mondiale qu'europpéenne pour les Français.**



5. Les valeurs – les Droits de l'Homme

5.1 Les valeurs

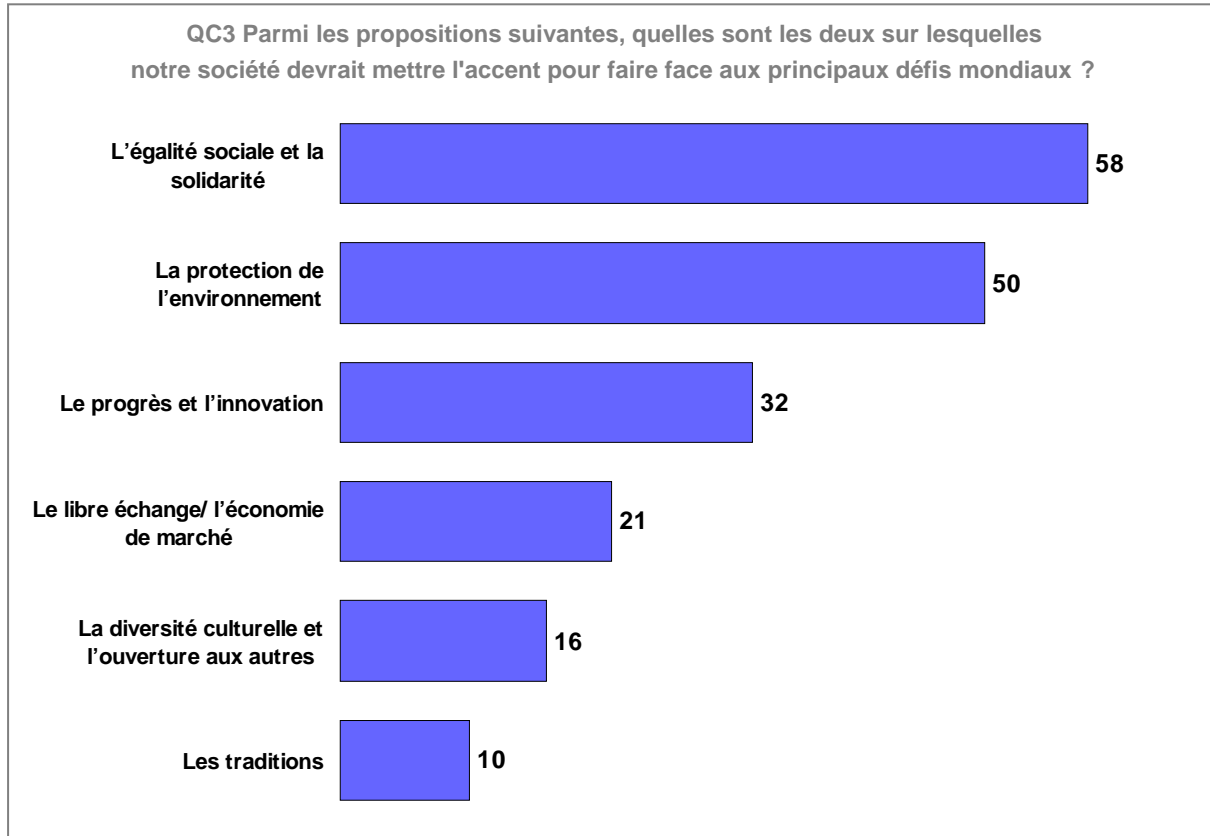
Un attachement au libéralisme en baisse



Si près des deux tiers des Européens sont d'accord sur le fait que la libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité (65 %), seulement 48 % des Français partagent cette opinion, contre 40 % qui pensent le contraire (26 % au niveau européen). L'évolution par rapport à la vague d'avril 2008 est relativement importante en France où 54 % se disaient d'accord et 33 % pas d'accord. De manière assez attendue, le positionnement sur l'échelle droite-gauche structure les opinions françaises sur le sujet : à gauche, 49 % ne sont pas d'accord (41 % d'accord) et à droite 31 % (59 % d'accord).

Cette défiance, si elle traduit une certaine méfiance à l'égard de la régulation par les marchés exacerbée par le contexte de crise, ne signifie pas non plus une volonté d'impliquer plus l'Etat : 63 % des Français pensent en effet que l'Etat intervient trop dans leur vie, en hausse de + 6 points.

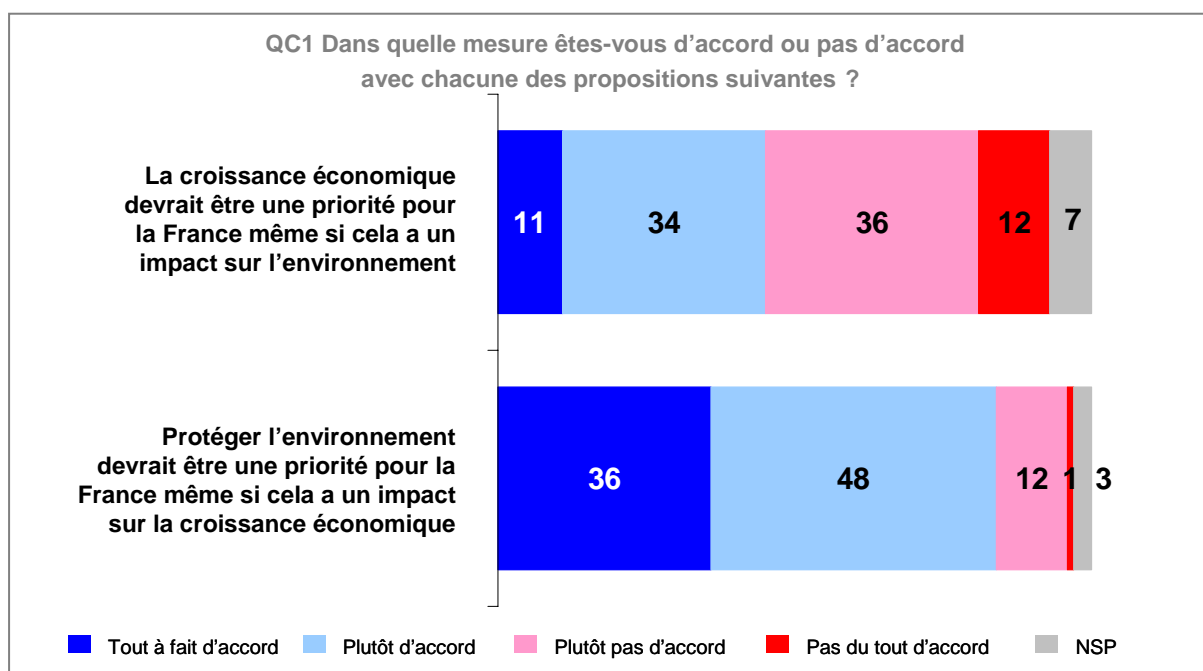
De même, invités à se prononcer sur les éléments sur lesquels notre société devrait mettre l'accent, pour faire face aux principaux défis mondiaux, **le libre échange et l'économie de marché** ne sont cités qu'en quatrième position par 21 % des Français (et 31 % des Européens), derrière l'égalité sociale et la solidarité, la protection de l'environnement et le progrès et l'innovation.



5.2 Une attention particulière aux inégalités et à l'environnement

Les Français expriment un surcroît d'attention aux thématiques sociales et environnementales par rapport à la moyenne européenne :

- Comme nous l'avons vu précédemment, aux yeux des Français, la société devrait mettre prioritairement l'accent sur l'égalité sociale et la solidarité (58 % de citations) et la protection de l'environnement (50 % de citations) pour faire face aux principaux défis mondiaux. Ces préoccupations s'expriment de manière plus prégnante en France que dans l'Union européenne, où elles sont respectivement citées par 45 % et 36 % des répondants. Au moment de la réalisation de la vague, qui correspond à la séquence électorale européenne, le débat public s'est fortement polarisé sur les questions environnementales en France. Cela s'est traduit par une attention focalisée sur ce sujet et a sans doute contribué au score important réalisé par les listes Europe Ecologie conduites par Daniel Cohn-Bendit (le scrutin s'est déroulé le 7 juin et le terrain EB71.3 a débuté le 12 juin).
- Cette sensibilité aux thématiques environnementales est confirmée par le fait que 48 % des Français ne sont pas d'accord sur le fait que « la croissance économique devrait être une priorité pour la France même si cela a un impact sur l'environnement », quand 45 % sont d'accord. La structure d'opinion au niveau européen est inverse : 50 % sont d'accord contre 44 % pas d'accord.
- Une question proche, mais formulée différemment, confirme cette hypothèse : 84 % sont en effet d'accord avec l'affirmation « Protéger l'environnement devrait être une priorité pour la France même si cela a un impact sur la croissance économique », contre seulement 13 % qui ne sont pas d'accord. Au niveau européen, 71 % sont d'accord contre 24 % pas d'accord, ce qui confirme l'attention particulière des Français sur le sujet.

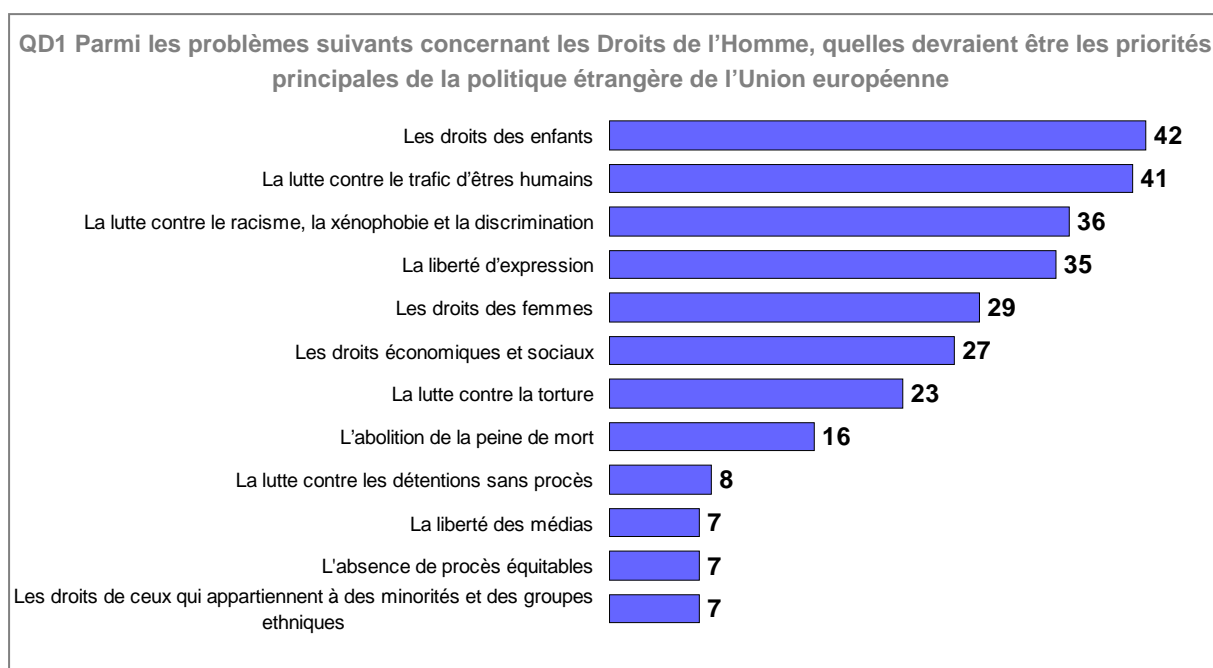


5.3 Les Droits de l'Homme

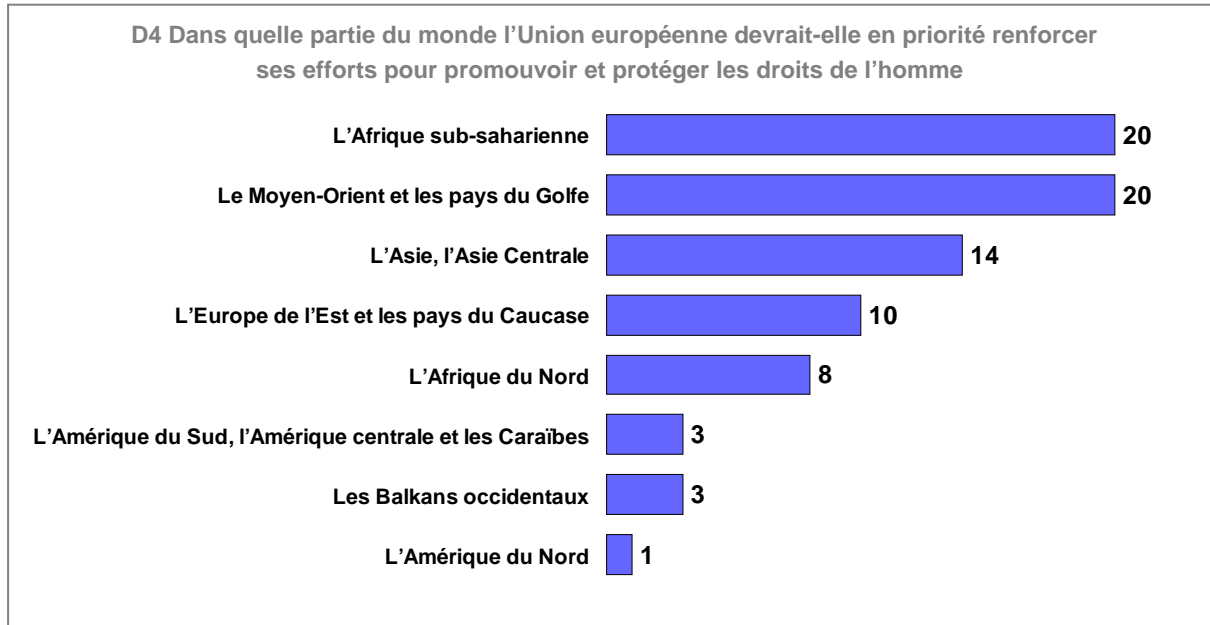
Les droits des enfants avant tout

Pour 64 % des Français, l'Union européenne n'agit pas assez pour promouvoir et défendre les Droits de l'Homme à travers le monde (48 % des Européens). Mais ils sont également 78 % à estimer n'être pas du tout (24 %) ou pas très bien informés (54 %) à propos des activités entreprises par l'Union européenne dans ce domaine. Les Européens sont quant à eux 70 % dans ce cas.

Les Français pensent que l'Union européenne devrait concentrer ses efforts en matière de Droits de l'Homme en priorité sur les droits des enfants (42 %), la lutte contre le trafic d'êtres humains (41 %), la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination (36 %) et la liberté d'expression (35 %). Pour les Européens, les priorités sont également les droits des enfants (36 %) et la lutte contre le trafic d'êtres humains (33 %), mais viennent ensuite les droits économiques et sociaux (33 %).



Les zones du monde où l'Union européenne devrait renforcer ses efforts en priorité sont pour eux l'Afrique sub-saharienne (20 %), le Moyen-Orient et les pays du Golfe (20 %) et l'Asie et l'Asie centrale (14%). Au niveau européen, 19 % des citoyens pensent qu'aucune des régions citées n'est prioritaire, mais que les efforts doivent être renforcés dans toutes ces régions (France 6 %).

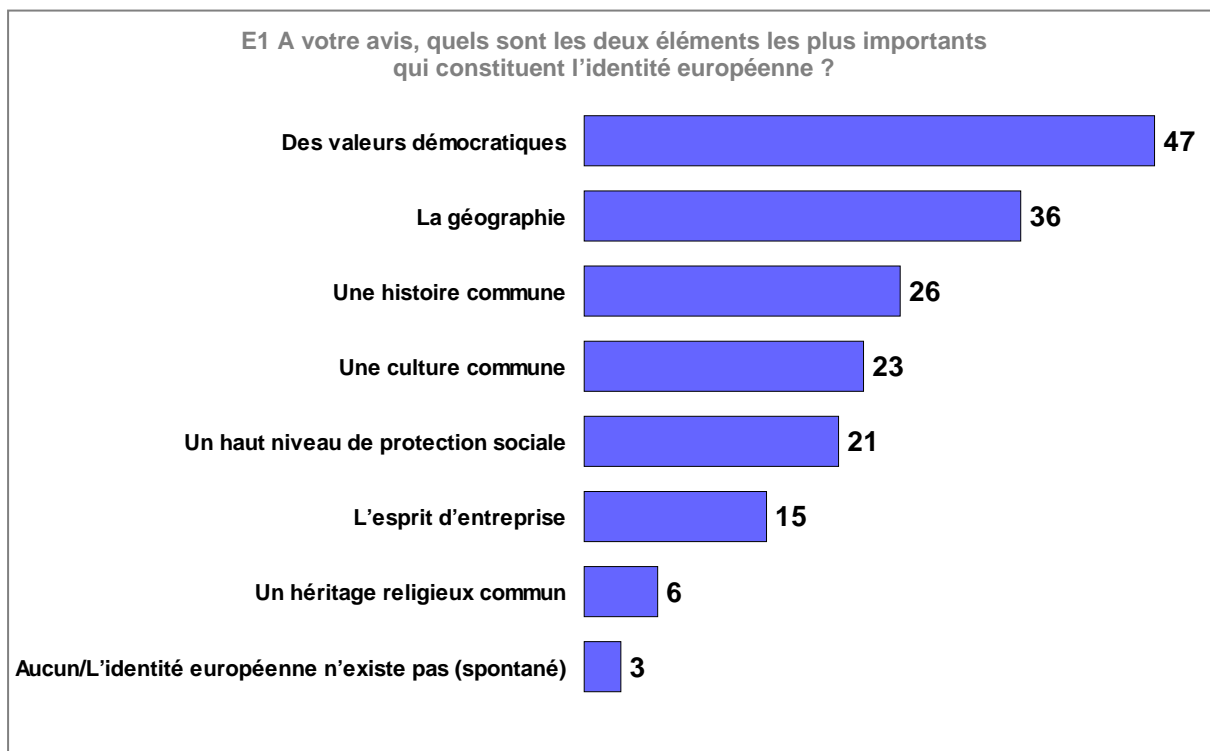


6. Identité européenne et nationale et immigration

6.1 Identité européenne et nationale

Le sentiment d'appartenance avant tout

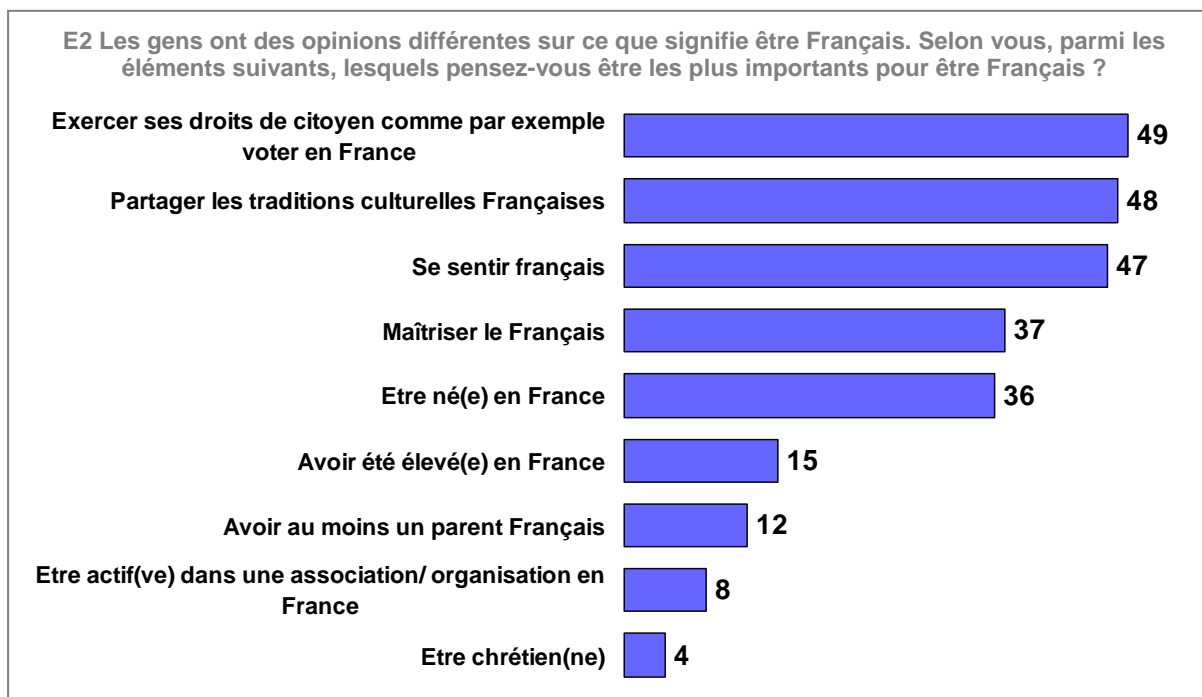
Pour les Français, de même que pour l'ensemble des Européens, l'identité européenne est avant tout représentée par des valeurs démocratiques (47 %), la géographie (36 %) et une histoire commune (26 %).



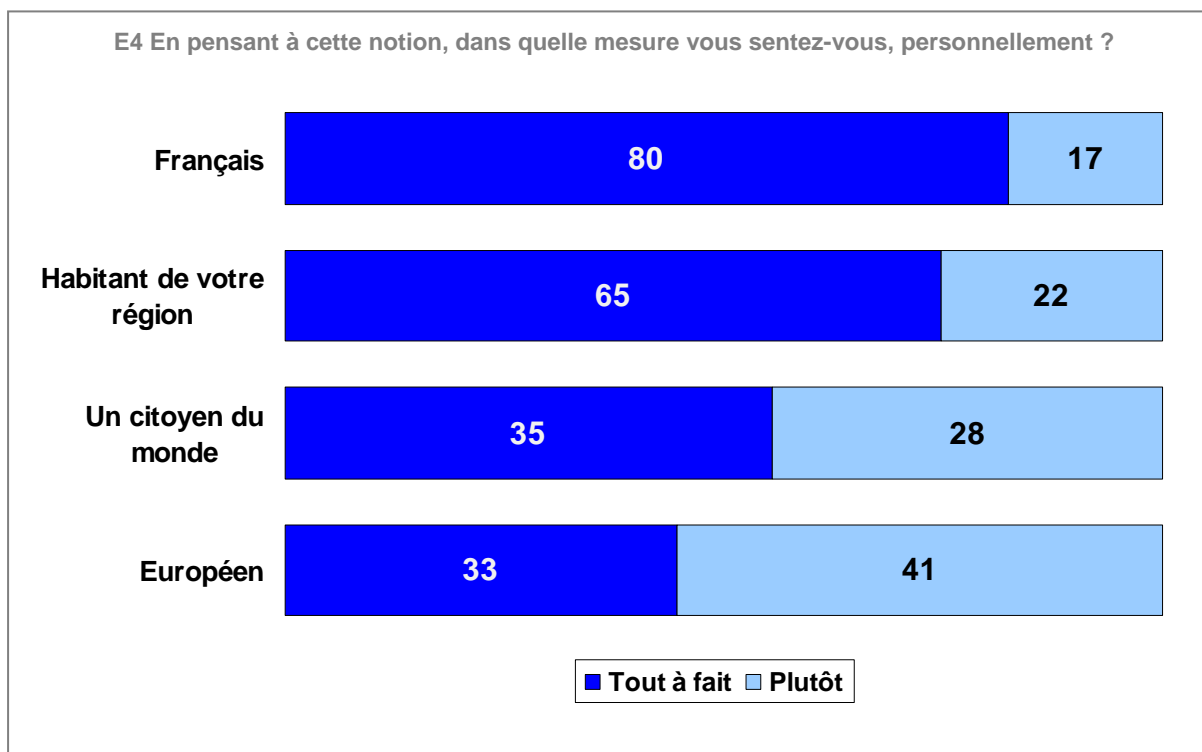
Au-delà de ce premier constat, les caractéristiques les plus importantes pour « **être européen** » sont en premier lieu le fait de « se sentir » européen (49 %), l'exercice de ses droits de citoyen européen (43 % vs 29 % en Europe) et le partage des traditions culturelles (37 %).

De même, les caractéristiques les plus importantes pour « **être français** » sont l'exercice de ses droits de citoyen (49 %), le partage des traditions culturelles (48 %) et le fait de « se sentir » français (47 %).

Au niveau européen, la hiérarchie est légèrement différente ; l'appartenance à un pays se traduit par la naissance sur le territoire national (42 %), le fait de « se sentir » français, allemand, anglais, espagnol, etc. (42 %) et le partage des traditions culturelles (37 %).



Au final, les Français, de même que leurs voisins, se sentent d'abord français (« tout à fait » 80 %) et « habitant de leur région » (65 %, -4 points vs mars 2008), et ensuite européen (33 %, + 7 points) ou « citoyen du monde » (35 %, +10 points).



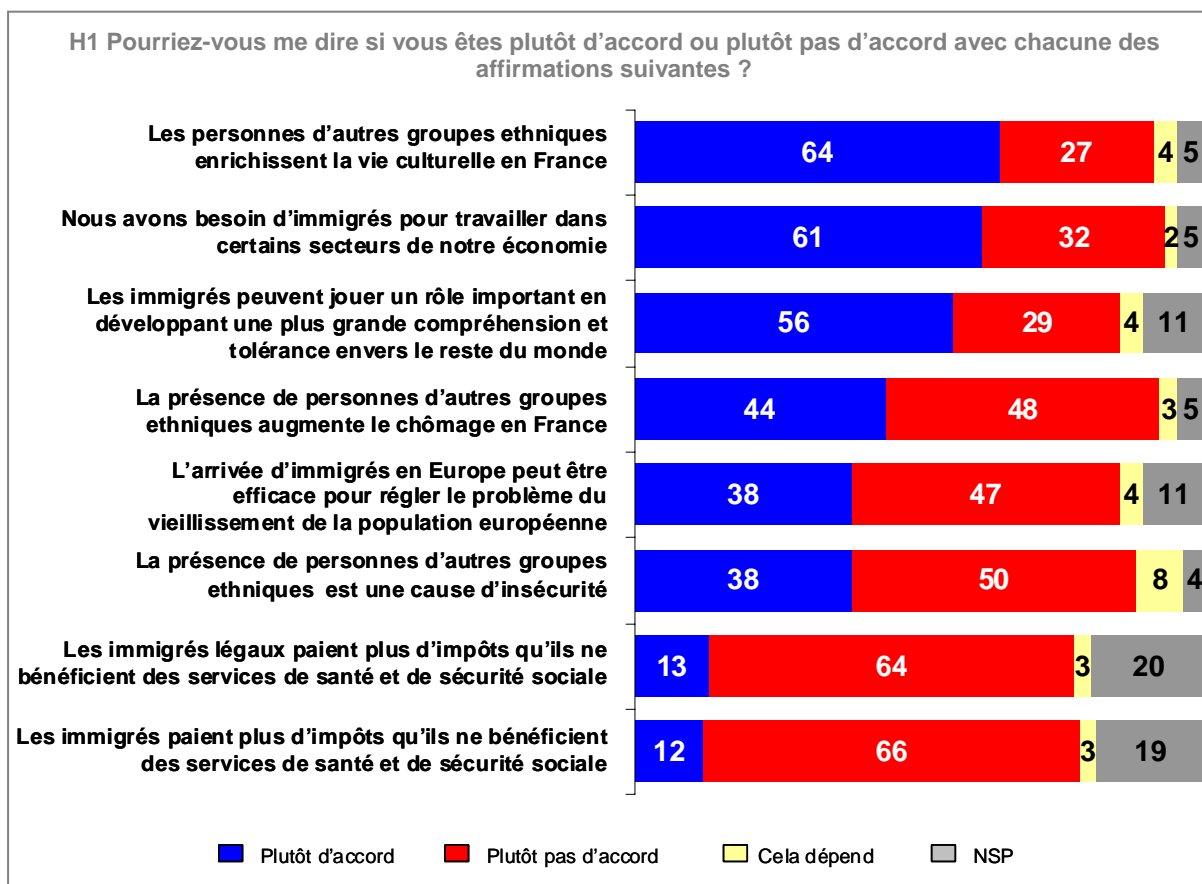
6.2 L'immigration

Une richesse pour la France

Lorsqu'on interroge les Français sur leurs perceptions quant à l'immigration et aux immigrés, elles sont d'abord positives, et souvent plus positives que la moyenne européenne :

- Les autres groupes ethniques enrichissent la vie culturelle pour 64 % (Europe 54%) ;
- « Nous avons besoin d'immigrés pour travailler dans certains secteurs de notre économie » pour 61 % (Europe 42 %) ;
- Les immigrés peuvent jouer un rôle important en développant une plus grande compréhension et tolérance envers le reste du monde pour 56 %.

Les perceptions négatives sont plutôt minoritaires mais avec des scores assez élevés malgré tout : 44 % estiment que la présence de personnes d'autres groupes ethniques augmente le chômage et 38 % qu'elle est une cause d'insécurité (Europe 45 %).



7. La protection sociale, l'assurance maladie

7.1 La protection sociale

Les Français anticipent une dégradation de la protection sociale

Les Français se montrent assez pessimistes sur l'évolution de la protection sociale :

- Ils sont beaucoup **plus nombreux** qu'il y a deux ans à anticiper de devoir **participer financièrement à la prise en charge médicale de leurs parents** : 12 % des Français disent avoir déjà payé des soins à domicile ou dans un institut spécialisé pour un de leurs parents et ils sont 7 % à le faire actuellement. Ces résultats se situent dans la moyenne européenne (respectivement 9 % et 7 %). Les Français sont en revanche beaucoup plus nombreux à s'attendre à devoir payer ce type de soins pour un de leurs parents à l'avenir, puisque c'est le cas de 46 % d'entre eux contre 24 % au niveau européen. Ces chiffres sont par ailleurs en forte hausse par rapport à juin 2007, et notamment en ce qui concerne l'anticipation de l'avenir (+23 points) ;

I1 En pensant maintenant au paiement pour les soins.
Avez-vous déjà dû payer, payez-vous actuellement ou vous attendez-vous à payer un jour pour des soins à domicile donnés par des professionnels ou des soins dans une institution de santé/ clinique pour l'un de vos parents ?
Pouvez-vous m'indiquer toutes les réponses qui s'appliquent ?

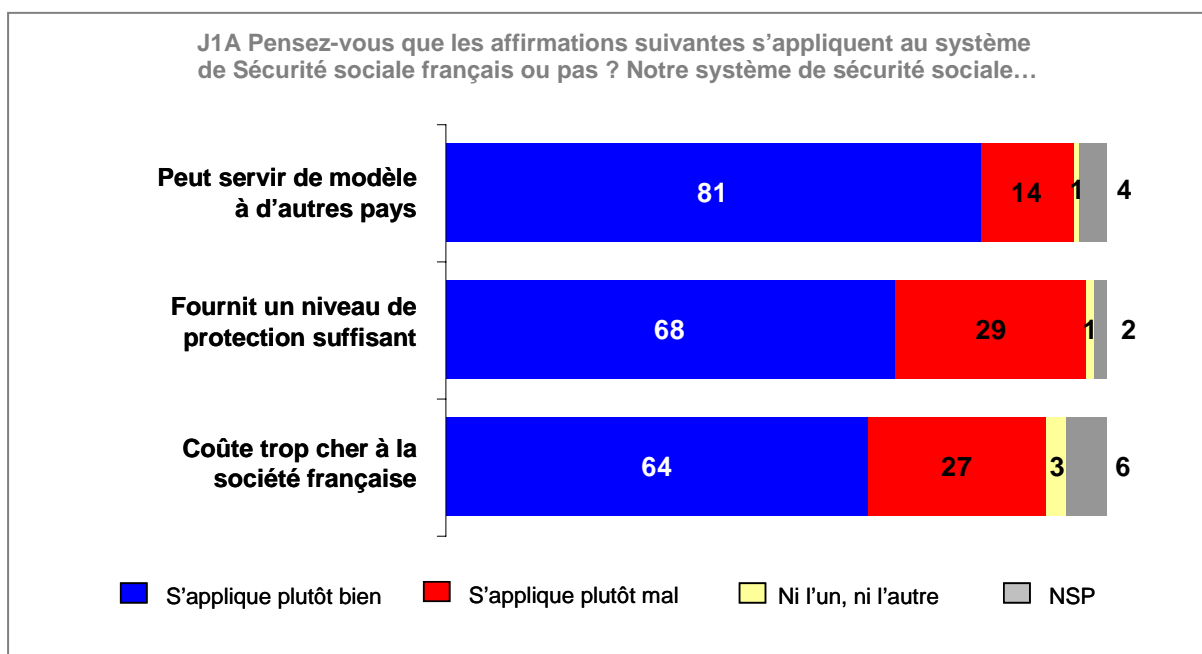
(En %)	Juin 2007	Juin 2009	
Oui, vous avez déjà payé dans le passé	7	12	+ 5
Oui, vous payez actuellement	2	7	+ 5
Oui, vous vous attendez à payer dans le futur	23	46	+ 23
Non, aucune de ces réponses	68	38	- 30
NSP	2	4	

- Les Français sont **moins nombreux** qu'en 2007 à penser **qu'on leur fournira l'aide et les soins nécessaires s'ils en ont besoin à l'avenir** : 17 % pensent que ce sera « certainement » le cas (-9 points) et 44 % « probablement » (-4 points). Ils sont désormais 32 % à croire qu'ils ne seront « probablement pas » ou « certainement pas » aidés en cas de besoin, alors qu'ils étaient deux fois moins nombreux à être dans cette situation en 2007. Avec 61 % d'opinions positives, les Français restent toutefois légèrement plus optimistes que la moyenne des Européens qui sont 53 % à estimer qu'ils seront aidés si nécessaire.

7.2 Le système social, aujourd'hui et demain

Un attachement au système de Sécurité sociale

Le système de Sécurité sociale reste bien mieux perçu en France que dans la moyenne européenne, même si on mesure un léger recul par rapport à décembre 2006 : 68 % des Français pensent que leur système leur fournit une protection suffisante, alors qu'ils ne sont que 48 % dans ce cas en Europe. Ils considèrent d'ailleurs que leur système de Sécurité sociale pourrait servir de modèle aux autres pays. Ce score est largement supérieur à la moyenne européenne qui s'élève, elle, à 46 % seulement. Ils savent toutefois que ce système a un coût : 64 % estiment qu'il coûte trop cher à la société (contre 54 % au niveau européen).



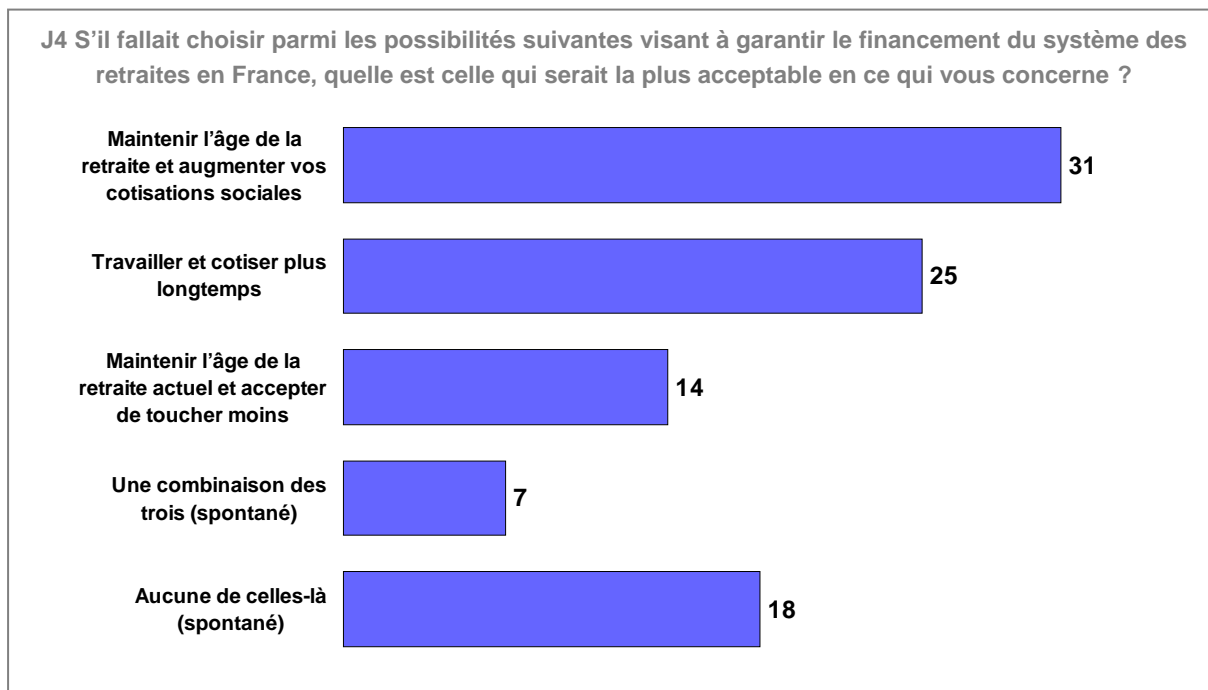
Conscients de ce coût, ils se montrent beaucoup plus réservés sur l'avenir :

- 28 % seulement des Français pensent qu'en 2030, le système de Sécurité sociale leur fournira une protection suffisante, contre 36 % en moyenne,
- 71 % pensent que le système de Sécurité sociale coûtera trop cher à la société (57 % au niveau européen).

La nécessité de trouver de nouveaux moyens de financement du système de retraites

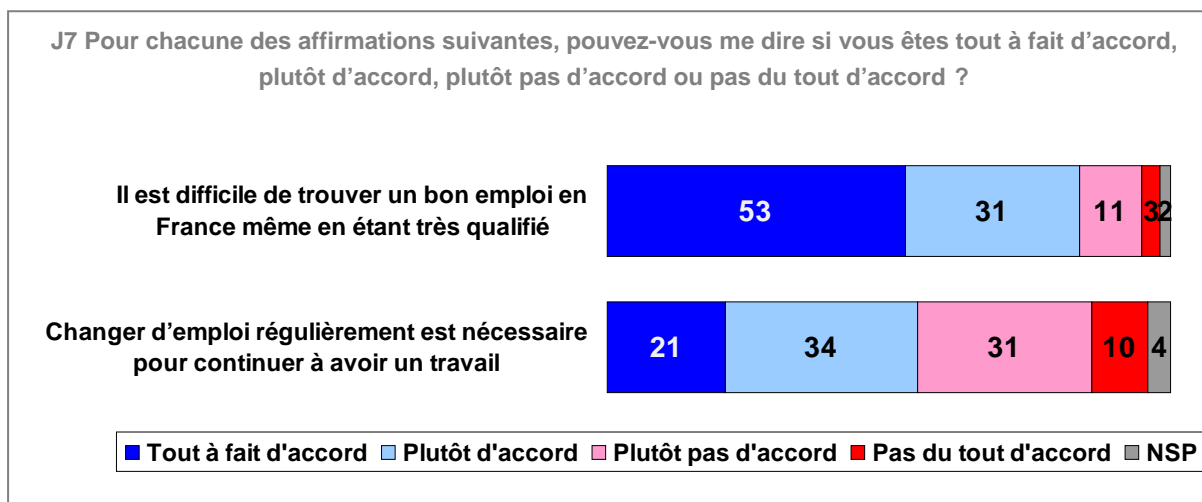
Les Français ne sont pas plus confiants quant à leur retraite : seuls 27 % disent être « très » ou « plutôt » confiants, contre 39 % en moyenne.

Les solutions pour financer le système de retraites évoluent peu par rapport à 2006, et restent dans la moyenne européenne : 25 % des Français **qui travaillent** sont prêts à travailler et à cotiser plus longtemps (21 % en moyenne), 31 % accepteraient d'augmenter leurs cotisations sociales (30 % en Europe), alors que 14 % accepteraient de toucher moins (12 % en moyenne). 7 % imaginaient une combinaison de ces trois solutions (16 % en moyenne) et 18% estiment qu'aucune de ces solutions n'est satisfaisante (14 % dans la moyenne européenne).



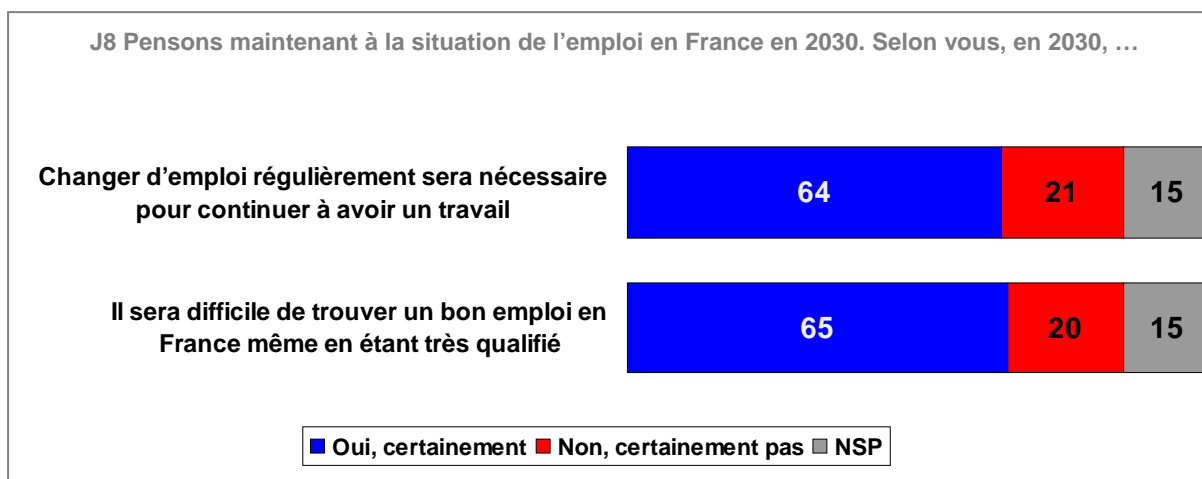
Parmi les Français **qui ne travaillent pas**, 33 % estiment que travailler et cotiser plus longtemps serait la solution la plus acceptable pour ceux qui travaillent : ils sont 23 % dans ce cas en Europe. Pour 29 % d'entre eux, il s'agirait plutôt d'augmenter les cotisations sociales des travailleurs (30 % en moyenne sont de cet avis). Enfin, 10 % des Français comme des Européens ne travaillant pas pensent que la meilleure solution consisterait pour les travailleurs à maintenir l'âge de la retraite en touchant moins.

Une vision dégradée du marché du travail



Sur la question de l'emploi, les Français apparaissent plus négatifs que la moyenne des Européens :

- 53 % sont tout à fait d'accord avec le fait qu'il est **difficile de trouver un bon emploi** dans leur pays même en étant très qualifié. Ils sont 84 % à être globalement d'accord avec ce constat (« tout à fait » ou « plutôt » d'accord). 80 % des Européens partagent cet avis.
- Les Français se montrent à peine plus optimistes face à l'avenir : 65 % pensent qu'il sera « certainement » **difficile de trouver un emploi en 2030** même en étant qualifié (contre 54 % en moyenne en Europe), et seuls 20 % pensent que cela ne sera « certainement pas » difficile, les autres ne se prononçant sur la question.
- Pour les Français, davantage que pour les Européens, **le fait de changer d'emploi régulièrement permet de continuer à avoir un travail**. 55 % le pensent en effet, contre 45 % des Européens. Cela s'avérera d'ailleurs encore plus nécessaire à l'avenir puisque 64 % des Français jugent qu'ils auront à le faire en 2030 contre 42 % des Européens.



8. Le futur : l'Union européenne en 2030

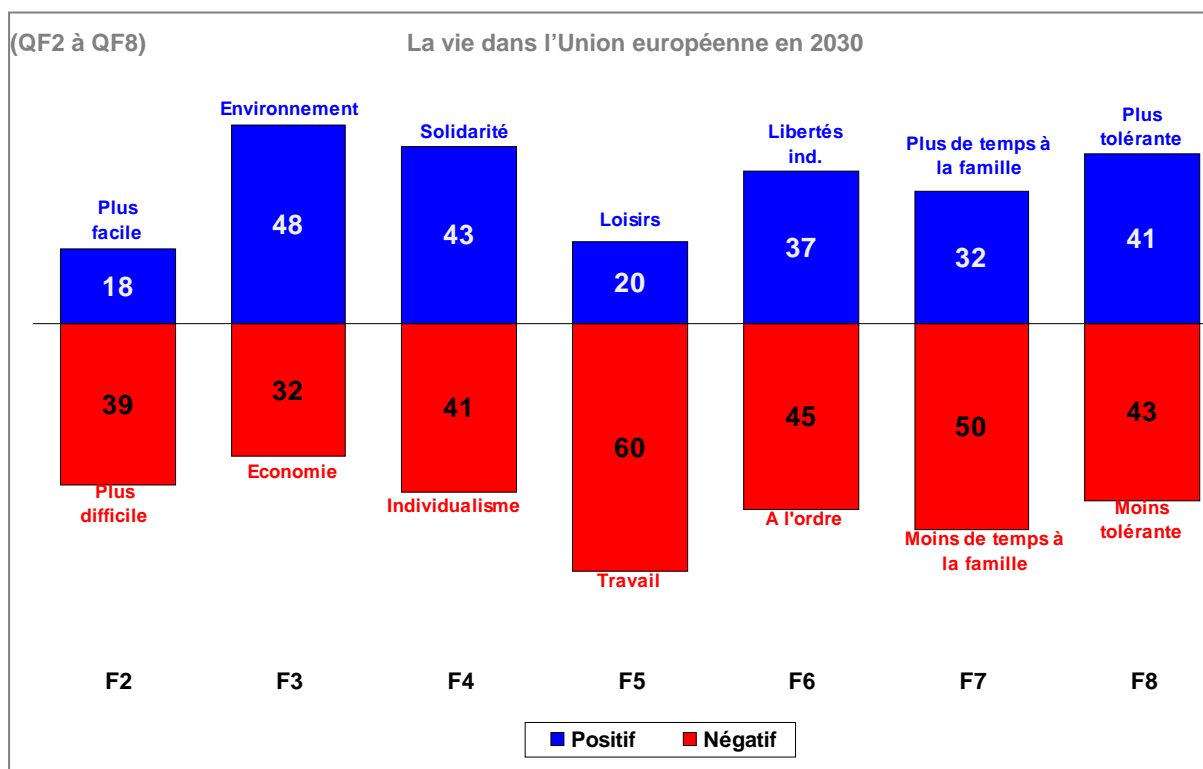
Une vision optimiste du futur de l'Union européenne

Lorsqu'on leur demande globalement comment ils voient le futur de l'Union européenne, les Français sont plutôt optimistes, mais moins que leurs voisins européens : 57% se déclarent très optimistes (4 %) ou plutôt optimistes (53 %), alors que les Européens sont 64 % (respectivement 9 % et 55 %).

Plus en détail, lorsqu'on dessine la vie et la société dans l'Union européenne en 2030 telles que les Français les imaginent, il ressort que :

- La **vie des citoyens sera plus difficile** (39%) ou équivalente à celle d'aujourd'hui (35%) ;
- Plus d'importance sera accordée à l'**environnement** (48%), la **solidarité** (43%) mais aussi l'**individualisme** (41%), au **travail** (60%) et à l'**ordre** (45%) ;
- Les gens auront moins de temps à consacrer à leur famille (50%) ;
- Les avis sont **partagés** quant à la **tolérance** à l'égard des minorités ethniques et religieuses : 43% l'imaginent moins grande et 41% plus grande.

Les Européens ont des représentations similaires, mis à part qu'ils envisagent une société davantage tournée vers l'économie que vers l'environnement (33 %) et plus tolérante envers les minorités (43 %).



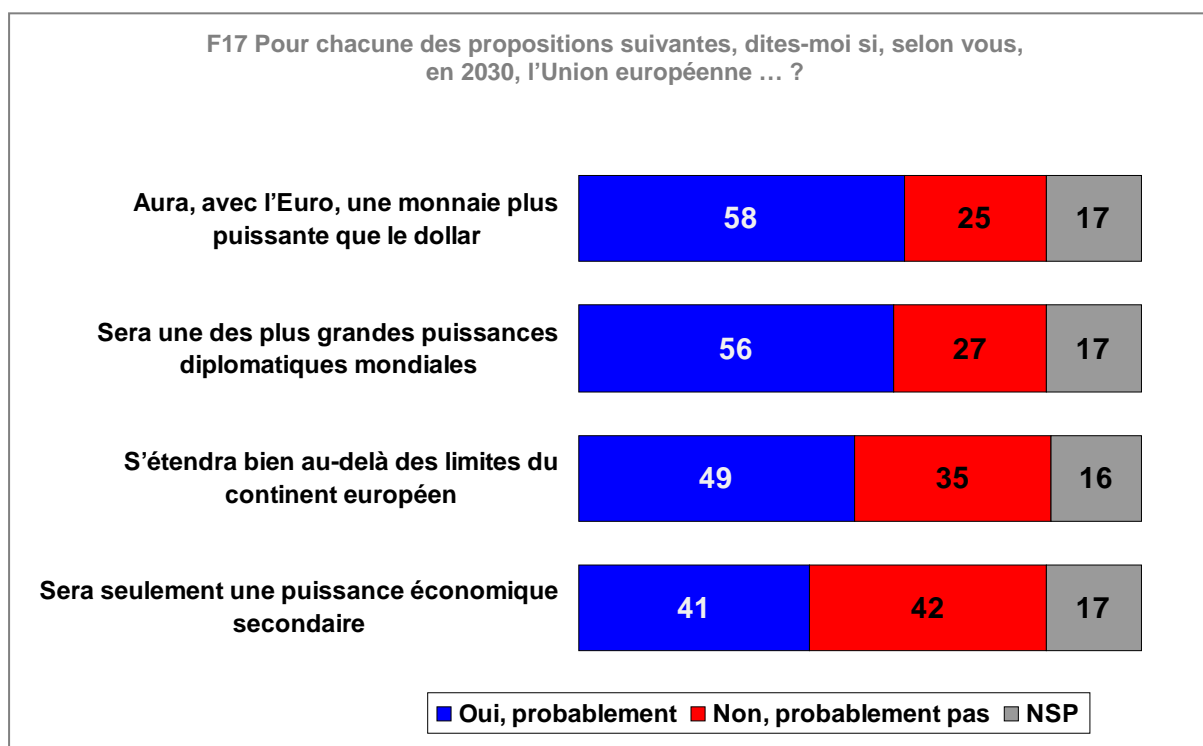
A contrario, lorsqu'on interroge les Français sur la vie et la société telles qu'ils les souhaitent en 2030, la description est sensiblement différente ; ils souhaiteraient une société...

- ... accordant plus d'importance à l'environnement (60%), à la solidarité (85%), au travail (43%) mais aussi aux loisirs (35%), à la liberté individuelle (53%) ;
- ... où les gens auraient plus de temps à consacrer à leur vie de famille (87%) ;
- ... plus tolérante à l'égard des minorités ethniques et religieuses (79%).

Les souhaits des Européens sont très proches de ceux des Français, sauf sur le travail, pour lequel les avis sont plus partagés : 33 % souhaiteraient une société accordant plus d'importance aux loisirs, 29 % au travail, et 32 % autant d'importance aux deux.

Enfin, les Français sont relativement **confiants sur le rôle que jouera l'Union européenne au plan mondial d'ici vingt ans** :

- 58 % pensent que l'euro sera une monnaie plus puissante que le dollar ;
- 56 % l'imaginent comme une des plus grandes puissances diplomatiques mondiales ;
- 49 % qu'elle s'étendra bien au-delà des limites du continent européen (Europe 43 %) ;
- Ils se montrent toutefois partagés sur la puissance économique de l'Europe avec 41 % qui considèrent que l'Europe sera une puissance économique secondaire contre 42 % qui estiment le contraire.



Conclusion

Réalisé près de deux ans après le début de la crise des subprimes et neuf mois après la faillite de la banque Lehman Brothers, l'eurobaromètre 71 de juin 2009 permet d'appréhender les conséquences de cette crise sur l'opinion française :

- une crise qui suscite de nombreuses craintes et inquiétudes notamment en matière d'emploi mais qui ne change pas véritablement la situation personnelle des Français,
- une crise qui renforce la méfiance de l'opinion française à l'égard de la mondialisation,
- une crise qui renforce les attentes en matière de solidarité et de protection de l'environnement,
- enfin une crise qui débouche chez les Français sur une très forte demande de gouvernance mondiale avec la mise en place de règles communes.

Dans ce contexte, le soutien majoritaire des Français à la construction européenne n'est pas remis en cause. Ils se montrent même **demandeurs d'un rôle accru de l'Union européenne** et considèrent que celle-ci devrait avant tout mettre l'accent sur les questions sociales et de santé et les questions environnementales.

Annexe

EUROBAROMETRE 71.3 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 12 mai et le 6 juillet 2009, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, a réalisé la vague 71.3 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Analyse Politique ».

L'EUROBAROMETRE 71.3 couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE 71.3 a été conduit également dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté turque chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (Computer Assisted Personal Interview) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.000	15/06/2009	25/06/2009	8.786.805
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.009	12/06/2009	22/06/2009	6.647.375
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.033	14/06/2009	26/06/2009	8.571.710
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.001	12/06/2009	02/07/2009	4.432.931
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.523	17/06/2009	03/07/2009	64.546.096
EE	Estonie	Emor	1.007	12/06/2009	02/07/2009	887.094
IE	Irlande	TNS MRBI	1.007	17/06/2009	02/07/2009	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	12/06/2009	02/07/2009	8.691.304
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.007	16/06/2009	03/07/2009	38.536.844
FR	France	TNS Sofres	1.038	12/06/2009	30/06/2009	46.425.653
IT	Italie	TNS Infratest	1.048	13/06/2009	01/07/2009	48.892.559
CY	Rép. de Chypre	Synovate	501	12/06/2009	30/06/2009	638.900
	Com. turque					
CY (tcc)	chypriote	KADEM	500	16/06/2009	06/07/2009	143.226
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.012	12/06/2009	30/06/2009	1.444.884
		TNS Gallup				
LT	Lituanie	Lithuania	1.022	12/06/2009	25/06/2009	2.846.756
LU	Luxembourg	TNS ILReS	504	17/06/2009	06/07/2009	388.914
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.000	13/06/2009	01/07/2009	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	12/06/2009	29/06/2009	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.079	12/06/2009	03/07/2009	13.017.690
		Österreichisches				
AT	Autriche	Gallup-Institut	1.001	12/06/2009	03/07/2009	7.004.205
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	18/06/2009	02/07/2009	32.155.805
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.020	16/06/2009	03/07/2009	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.023	12/06/2009	23/06/2009	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.022	12/06/2009	28/06/2009	1.729.298
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.037	13/06/2009	30/06/2009	4.316.438
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	999	16/06/2009	06/07/2009	4.353.495
SE	Suède	TNS GALLUP	1.006	14/06/2009	03/07/2009	7.562.263
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.317	12/06/2009	28/06/2009	50.519.877
HR	Croatie	Puls	1.000	15/06/2009	30/06/2009	3.734.300
TR	Turquie	TNS PIAR	1.003	12/06/2009	18/06/2009	47.583.830
	Anc. Rép. yougoslave de					
MK	Macédoine	TNS Brima	1.009	12/06/2009	21/06/2009	1.648.012
TOTAL			26.756	12/06/2009	06/07/2009	453.722.173

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points